

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 7 septembre 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°203 ■

Chronique Eco

**Les dix Méga-Crises
qui menacent
l'économie mondiale
selon l'économiste
N. Roubini**

P 16

LE PÉTROLE FRANCHIT LA BARRE DE 90 DOLLARS

Une aubaine pour l'Algérie

Les prix du pétrole demeuraient mercredi proches de leurs plus hauts niveaux atteints il y a dix mois. La veille, l'or noir a vu ses cours dopés par les annonces du prolongement des coupes opérées par la Russie et l'Arabie saoudite dans leur production.

P 3



DIRECTION RÉGIONALE DES
DOUANES ALGER

**Saisie d'importantes
sommés en devise**

Les services de la Direction régionale des Douanes Alger-Extérieur ont saisi, entre le 1er janvier et le 31 août 2023, d'importantes sommes en devise. Dans le détail, indique un bilan présenté par le sous-directeur de l'informatique et de la Communication à la Direction, Abdallah Kaddache, environ un million de dollars, 500 000 euros et plus de 3 000 livres sterling ont été saisis durant cette période.

P 2

ENERGIES RENOUVELABLES

**Près de 590 MW de
puissance installée à
fin 2022**



La puissance d'énergies renouvelables (EnR) installée à la fin décembre 2022 au niveau national s'est élevée à 589,7 MW dont 460,8 MW hors hydroélectricité, a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREF). "A la fin décembre 2022, la puissance totale installée en énergies renouvelables (EnR) s'élevait à 589,7 MW (mégawatts) dont 460,8 MW hors hydroélectricité englobant 422,6 MW raccordées au réseau et 38,2 MW hors réseau", a précisé le Commissariat.

P 3

LE CREA POURSUIT SON
DÉPLOIEMENT

**Ouverture prochaine d'un
bureau régional à Tamanrasset**

Un bureau régional du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sera prochainement ouvert dans la wilaya de Tamanrasset pour accompagner les opérateurs économiques du grand Sud.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صـ جـون

ONPS

77 millions de livres scolaires imprimés

Près de 77 millions de livres scolaires destinés aux élèves des trois cycles d'enseignement, ont été imprimés au titre de la rentrée scolaire 2023-2024, a indiqué mercredi l'Office national des publications scolaires (ONPS). "Les prix de ces ouvrages sont réglementés et à la portée de tous", précise la même source. Afin d'assurer le bon déroulement de l'opération de vente des livres scolaires, l'ONPS a doté le point de vente situé au niveau du Boulevard Zighoud Youcef (Alger), de caisses de paiement supplémentaires, tout en mobilisant tous les moyens matériels et humains pour faciliter l'opération, selon le responsable du point de vente, Mehdi Makhlouf qui a révélé une importante affluence des citoyens pour l'acquisition des livres en prévision de la nouvelle rentrée. Pour sa part, la responsable du point de vente au niveau de la Rue Larbi Ben M'hidi, Mme Assia Ben Rebah a affirmé que "les livres scolaires, tous niveaux confondus, sont disponibles aux mêmes prix que l'année dernière précisant que pour la quatrième année primaire, le livre d'anglais a été ajouté." Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, avait souligné dans de précédentes déclarations, la nécessité d'assurer la disponibilité du livre scolaire dans les délais impartis ainsi que du livre numérique et des livres en braille au profit des élèves aux besoins spécifiques".

DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ALGER

Saisie d'importantes sommes en devise

Les services de la Direction régionale des Douanes Alger-Extérieur ont saisi, entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2023, d'importantes sommes en devise. Dans le détail, indique un bilan présenté par le sous-directeur de l'informatique et de la Communication à la Direction, Abdallah Kaddache, environ un million de dollars, 500 000 euros et plus de 3 000 livres sterling ont été saisis durant cette période. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la protection de l'économie nationale et l'interdiction du transfert illégal de fonds.

Par Slimane T

Les saisies sont également constituées de plus de 12 kg de métal blanc et d'environ 66 grammes de métal jaune. Dans le même contexte, ajoute la même source, l'activité opérationnelle des services de la direction régionale a permis de saisir environ 25.000 téléphones portables, environ 28.000 accessoires de téléphone, ainsi qu'une quantité considérable de montres intelligentes et d'appareils électroniques. Aussi, il a été procédé à la saisie de près de 5.000 pièces de rechange automobile et moto-cycle, d'environ 25.000 pièces de vêtements et de 13.000 ballots de friperie. Quant au bilan de l'activité des brigades mobiles, 14 contraventions ont été enregistrées, avec saisie de 10 véhicules servant à la contrebande, tandis que le montant global des amendes imposées au titre de ces opérations s'élève à 328 millions de DA.

Concernant l'activité des litiges et contentieux, la valeur globale des marchandises saisies s'élève à 1,14 mds DA, tandis que le montant global des amendes infligées dépasse les 16 mds DA, sachant que le nombre des contrevenants est de 9.800. S'agissant de la lutte contre les psychotropes et la drogue, durant les huit premiers mois de 2023, les services de la Direction régionale des Douanes Alger-Extérieur ont saisi environ 25.000 comprimés psychotropes et une quantité considérable de drogues dures et de cannabis. Kaddache a précisé que la majorité des psychotropes saisis étaient de type "Ecstasy" (plus de 24.000 capsules). Au cours des huit premiers mois de 2023, l'activité des brigades opérationnelles a également permis la saisie de plus de 20 kg de poudre utilisée pour la fabrication de psychotropes de type Prégabaline, une quantité de cocaïne et environ 1,5 kg de cannabis, a-t-il ajouté. Concernant le matériel médical et pharmaceu-

tique, quelque 1.859 boîtes de médicaments, plus de 4.500 unités de compléments alimentaires et plus de 45.000 unités de cosmétique ont été saisies. A noter que le territoire de compétence de la DRD Alger-Extérieur, comprend les wilayas de Boumerdes, Tizi Ouzou, Bouira et une partie de la capitale (les circonscriptions administratives de Rouiba et Dar El Beïda, à l'exception de la commune de Mohammadia). En vue de préserver la sécurité et l'ordre publics, les brigades ont procédé à la saisie de plus de 1.500 cachets et documents falsifiés. Pour M. Keddache, ces résultats reflètent la mobilisation des agents des douanes au niveau de l'ensemble des équipes opérationnelles travaillant 24h/24h en permanence, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les différents services de sécurité, pour faire face à toutes formes de fraude et de contrebande et lutter contre les crimes transfrontaliers.

LE CREA POURSUIT SON DÉPLOIEMENT

Ouverture prochaine d'un bureau régional à Tamanrasset

Un bureau régional du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sera prochainement ouvert dans la wilaya de Tamanrasset pour accompagner les opérateurs économiques du grand Sud. Intervenant lors d'une rencontre consultative tenue au camping "Aker-Aker" dans la capitale de l'Ahaggar en présence des opérateurs économiques de la région, le président du CREA, Kamel Moula, a souligné que l'ouverture d'un bureau régional du Conseil dans la wilaya de Tamanrasset devra

influencer d'une manière positive et directe sur l'accompagnement des opérateurs économiques locaux. «Le déploiement de cette instance dans la région contribue à la promotion des divers investissements et à appuyer l'orientation économique algérienne en direction de l'Afrique», a affirmé M. Moula. Et d'ajouter: «la wilaya de Tamanrasset renferme d'importantes et diverses potentialités naturelles susceptibles d'en faire de la région une zone économique et commerciale pour l'exportation des marchandises et les prestations

vers l'Afrique». L'opérateur touristique, Mohamed Zounga, a, pour sa part, estimé que "l'ouverture de ce bureau du CREA dans la région constitue un plus pour les efforts de promotion des opportunités d'investissement dans la région", avant de mettre en relief l'importance de l'achèvement des opérations de consolidations des infrastructures de base projetées, dont la ligne ferroviaire, la réhabilitation de la route de l'unité africaine (la transsaharienne) dans l'accompagnement des investisseurs. De son côté, l'opéra-

teur Salah Ouled Sidi Salah a mis l'accent sur la nécessité de tenir en compte, en termes de promulgation des lois liées à l'investissement, des spécificités de la région pour y booster les opportunités d'investissement. Les opérateurs économiques de la wilaya de Tamanrasset fondent de larges espoirs sur la contribution du CREA dans leur accompagnement et la prise en charge de leurs préoccupations, a-t-on indiqué. Cette nouvelle instance économique prévue dans la wilaya de Tamanrasset devra coiffer territoria-

lement les wilayas de Tamanrasset, In-Guezzam, In-Salah, Djanet et Illizi, a-t-on noté. Créé depuis plus d'une année (février 2022), le CREA est un syndicat patronal national qui regroupe des gestionnaires d'entreprises publiques, privées et des startups engagées dans la relance industrielle du pays, la mutualisation des compétences et des ressources nationales économiques pour atteindre l'objectif d'un développement économique national.

R E.

INCENDIE AU MARCHÉ «CHAHID MOHAMED GUESSAB» DE BLIDA

Destruction de 200 étals

Un incendie s'est déclaré, mercredi à l'aube, au marché «Chahid Mohamed Guessab» de la commune d'Ouled Yaich dans la wilaya de Blida, causant la perte de 200 étals, avant son extinction, indiquent les services de la Protection civile de la wilaya. L'unité de la Protection civile d'Ouled Yaich, appuyée par différentes unités de la protection civile de la wilaya et de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar El Beïda à Alger,

sont intervenues aux environs de 4h55mn du matin pour l'extinction d'un incendie au marché «Chahid Mohamed Guessab», affirme le directeur local de la protection civile, Merzak Bachi. « L'incendie a été totalement éteint, après avoir causé la perte de 200 étals de vendeurs activant dans le périmètre de ce marché », explique le même responsable, qui précise que «l'incendie a été totalement maîtrisé par les unités de la protection civile qui ont empê-

ché la propagation des flammes vers les locaux commerciaux.» Ce marché compte plus de 500 locaux, en plus d'un grand nombre de stands d'étalage de différents produits, selon la même source, qui a assuré « qu'aucune perte en vies humaines n'a été enregistrée». L'extinction de cet incendie a nécessité la mobilisation de 17 camions anti-incendie, deux ambulances, 4 camions de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention, et 4 camions de l'entre-

prise «Mitidja Hadaik», ainsi que 53 agents de la protection civile de différents grades. Dès le début du sinistre, le secrétaire général chargé des affaires de la wilaya s'est rendu sur place, où il a rassuré les propriétaires des étals brûlés sur la prise des mesures réglementaires nécessaires et l'amélioration de la situation de ce marché, qui enregistre quotidiennement une forte affluence.

R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LE PÉTROLE FRANCHIT LA BARRE DE 90 DOLLARS

Une aubaine pour l'Algérie

Les prix du pétrole demeuraient mercredi proches de leurs plus hauts niveaux atteints il y a dix mois. La veille, l'or noir a vu ses cours dopés par les annonces du prolongement des coupes opérées par la Russie et l'Arabie saoudite dans leur production.

Par Sirine R.

Le baril de la mer du Nord pour livraison en novembre se négociait à 89,85 dollars, en repli de 0,22%, après avoir bondi mardi soir de 1,16% et passé le seuil des 90 dollars à 90,04 dollars, un sommet depuis la mi-novembre 2022. Quant aux 159 litres de West Texas Intermediate américain, avec échéance en octobre, ils valaient 86,54 dollars, en baisse de 0,17%, non sans avoir grimpé de 1,26% la veille en soirée à 86,69 dollars, niveau également le plus haut depuis près de dix mois. L'Arabie saoudite s'est engagée mardi à maintenir sa réduction de production d'un million de barils par jour (bpj) jusqu'à fin décembre, après l'avoir déjà observé de juillet à septembre, selon le ministère de l'Energie du royaume. Ce dernier a précisé que cette stratégie serait "réexaminée mensuellement", se laissant toute latitude pour augmenter ou réduire davantage l'objectif d'environ neuf millions de barils par jour. Parallèlement, la Russie a, elle, promis de priver le marché de 300'000 barils par jour à l'exportation durant les trois derniers mois de l'année, après avoir coupé ses volumes de 500'000 barils par jour en août, puis de 300'000 en septembre. «Les fondamentaux étaient déjà solides avant cela, mais ceci est un tournant», a commenté Phil Flynn, de

Price Futures Group. «Cela montre que l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et la Russie sont décidées à réduire leur offre et à montrer qu'elles dominent le marché mondial». Les analystes de Rystad tablent désormais sur un déficit de 2,7 millions de barils par jours de l'offre par rapport à la demande au dernier trimestre de l'année. Aux Etats-Unis, le nombre de puits en cours d'exploitation est tombé au plus bas depuis 19 mois, et l'industrie se montre prudente, en particulier dans le secteur du pétrole de schiste. En somme, cette hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux ne peut être que bénéfique pour les pays producteurs, dont l'Algérie. Des devises en plus vont renflouer les caisses du Trésor public, durant les mois à venir. D'ailleurs, certains analystes évoquent un baril à près de 100 dollars pour l'année 2024. C'est une aubaine pour l'Algérie et l'économie nationale. Le gouvernement sera, plus en moins, d'une situation confortable et aura devant lui plusieurs marges de manœuvres notamment dans l'élaboration de la prochaine loi des finances (PLF 2024) et la poursuite des programmes de développement local. Ainsi, l'Algérie améliorera sa solvabilité financière. Une chose qui facilitera la tâche pour le gouvernement pour la poursuite de ses réformes écono-

miques, visant à la diversification de l'économie nationale et surtout la concrétisation de ses engagements en matière d'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. D'ailleurs, des augmentations salariales sont déjà programmées pour 2024. Il est à signaler également que la hausse des prix du pétrole et du gaz contribuera également à l'augmentation de nos réserves de changes. Dans son discours lors de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire 2023/2024, le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil a fait savoir que le niveau des réserves de change de l'Algérie a atteint près de 85 milliards de dollars. « Nous avons près de 85 milliards de dollars de réserves de change, sachant que l'Algérie n'a pas de dette extérieure. C'est cela notre force », a déclaré le président du Conseil de la nation. A noter qu'à fin mars dernier, la Banque d'Algérie avait indiqué que le niveau des réserves de changes de l'Algérie était de 66,63 milliards de dollars contre 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022. La hausse des réserves de change de l'Algérie est le résultat de la hausse des prix du pétrole et du gaz enregistrée après la pandémie du Covid-19, une tendance qui s'est poursuivie après l'éclatement de la guerre en Ukraine depuis février 2022.

CEREFÉ

Hausse notable des centres de formation spécialisés en EnR

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels comptait, à fin 2022, un total de 101 centres et établissements prodiguant des formations dans le domaine des Energies renouvelables et de l'efficacité énergétique, contre seulement 59 centres de formation à fin 2021, selon le dernier bilan du CEREFÉ. Selon le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, cette évolution reflète "la dynamique appréciable" que connaît le secteur de l'enseignement et de la formation professionnels en termes de formation et d'encadrement dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Quant à la formation, le secteur a formé durant l'année 2021-2022, un total de 821 diplômés dans les différentes spécialités inhérentes aux énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Une nette progression a été relevée dans le nombre de diplômés, passant de 308 diplômés durant l'année 2020-2021 à 821 diplômés dans la même spécialité durant l'année 2021-2022. Pour l'année 2022-2023, 1781 nouveaux stagiaires sont prévus dans les établissements de formation. S'agissant de l'encadrement, le ministère compte 73 formateurs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

ENERGIES RENOUVELABLES

Près de 590 MW de puissance installée à fin 2022

La puissance d'énergies renouvelables (EnR) installée à la fin décembre 2022 au niveau national s'est élevée à 589,7 MW dont 460,8 MW hors hydroélectricité, a indiqué le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ). "A la fin décembre 2022, la puissance totale installée en énergies renouvelables (EnR) s'élevait à 589,7 MW (mégawatts) dont 460,8 MW hors hydroélectricité englobant 422,6 MW raccordées au réseau et 38,2 MW hors réseau", a précisé le Commissariat dans son 3e bilan des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables en Algérie pour la période 2020-2021-2022. Selon ce document qui porte notamment sur les réalisations enregistrées dans le domaine des énergies renouvelables, en matière de déploiement sectoriel, de dé-

veloppement du tissu industriel, il a été enregistrée une augmentation de 5,2% en matière de puissance installée avec une capacité installée additionnelle de +23,9 MW par rapport à celle cumulée à la fin 2021. Mais durant la période 2020-2022 la capacité installée a avoisiné 51,6 MW, soit une croissance de +12,2% comparativement à celle cumulée à la fin décembre 2019, précise-t-on. Le CEREFÉ, qui met en avant le recours de plusieurs secteurs aux énergies renouvelables hors réseau, notamment pour l'électrification des sites isolés, l'éclairage public, la solarisation des écoles, systèmes et réseaux de transmission, pompage d'eau, notamment pour les puits de parcours pour l'abreuvement du cheptel et pour l'irrigation, souligne que "tous les secteurs ont intégré les énergies renouvelables dans leur plan de développement à des degrés

variés", et ce dans le cadre de l'exécution du Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du Programme du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, dans son volet portant sur le déploiement des énergies renouvelables dans les institutions et infrastructures de l'Etat.

51% des capacités hors réseau installées en zones isolées

Cet établissement, créé fin 2019 auprès du Premier ministre, a relevé une augmentation "remarquable des installations solaires photovoltaïques (PV) hors réseau ces trois dernières années. Les kits solaires avec une puissance totale de 19,3 MW constituent désormais près de la moitié (51%) du parc solaire PV hors réseau. A la fin 2022, 5.226 kits solaires photovoltaïques ont été installés

dans les zones isolées dont 2883 kits entre 2020 et 2022 et 1102 kits en 2022. 955 écoles ont été dotées de systèmes solaires photovoltaïques représentant une puissance totale de 3,9 MW à la fin de l'année 2022, dont plus de la moitié (572 écoles) entre 2020 et 2022 et 115 écoles en 2022. Quant à l'éclairage public solaire, la même source fait état de près de 132432 candélabres solaires photovoltaïques déployés à la fin décembre 2022 dont 91256 candélabres solaires entre 2020 et 2022 et 24791 candélabres solaires installés en 2022, ajoutant que les installations de l'éclairage public solaire totalisent 12,3 MW à fin décembre 2022 soit (32%) des installations solaires hors réseau. S'agissant, par ailleurs, du volet relatif au capital humain, nécessaire au développement des ENR, le CREREF souligne qu'un effort "appréciable a été

consenti par les secteurs concernés pour atteindre la masse critique en termes de ressources humaines qualifiées nécessaires à la réalisation des différents programmes de développement en la matière", précisant qu'il existe 101 centres et établissements de formation dans les EnR et l'efficacité énergétique fin 2022 contre seulement 59 centres existant à la fin décembre 2021. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels a ainsi formé durant l'année 2021-2022, 821 diplômés dans les différentes spécialités inhérentes au domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, "une nette progression" par rapport au nombre de diplômés recensés pendant l'année 2020-2021 (308 diplômés), alors que pour l'année 2022-2023, 1781 nouveaux stagiaires sont prévus.

R E.

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Meriem Benmouloud nommée haut commissaire à la numérisation avec rang de ministre

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé Mme Meriem Benmouloud haut commissaire à la numérisation avec rang de ministre, indique, mercredi un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a signé un décret présidentiel portant nomination de Madame Meriem Benmouloud en tant que haut commissaire à la numérisation avec rang de ministre", lit-on dans le communiqué. il est à rappeler qu'en début du mois d'août dernier, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la création prochaine du Haut Commissariat à la numérisation, mettant en évidence le rôle crucial que jouera ce secteur dans la régulation de l'économie algérienne. "Nous sommes en passe de mettre en place un Haut Commissariat à la numérisation", avait précisé M. Tebboune dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales, ajoutant que ce Haut Commissariat "sera placé sous la tutelle de la Présidence de la République". Le Président Tebboune avait affirmé que la numérisation complète de l'économie permettrait de fournir toutes les données nécessaires à la prise de décision, à même de permettre un accès précis à la liste des producteurs et de leurs produits, ainsi qu'aux quantités qu'ils produisent, et aux filières dans lesquelles il faudrait investir.

RAPPORT DE L'ONS SUR LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

Léger recul des prix

L'indice national des prix à la consommation est établi sur la base d'observation des prix effectuée auprès d'un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Cet indice permet essentiellement de disposer d'indicateurs d'évolution des prix de détail sur l'ensemble du territoire national, permettant ainsi une analyse comparative de l'évolution des prix entre Alger et les autres régions du pays.

Synthèse S R.

Au mois de juillet 2023 et par rapport au mois précédent, l'indice général des prix à la consommation, au niveau national enregistre une stagnation. Les prix des biens alimentaires observent une décroissance de 0,5%, indique l'ONS dans son rapport. L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une baisse de 0,4% en juillet 2023 par rapport au mois précédent, proche de celle relevée au même mois de l'année écoulée (-0,6% en juillet 2022 par rapport à juin 2022). Ce résultat (-0,4%), vient confirmer le rythme de baisse observé au mois précédent (-0,2%), il est induit particulièrement par la baisse des prix des biens alimentaires qui affichent un taux de -1,3%, précise la même source. Les prix des produits agricoles frais observent une baisse de 3,0%. En dehors des légumes qui marquent une hausse importante de 11,5% et d'un degré moindre celle de la viande rouge de 0,7%, le reste des produits composant cette catégorie enregistre des baisses notables ayant contribué au résultat global, dont les plus importantes, les fruits (-20,9%), la viande de pou-

let (-7,6%) et la pomme de terre (-13,9%). En revanche, les prix des biens alimentaires industriels inscrivent une hausse de 0,8%, qui s'explique par un certain nombre de produits dont, notamment, le café (+6,8%) et à un degré moindre les autres produits alimentaires (+1,0%). Les prix des produits manufacturés inscrivent une variation de +0,6%, quant aux services, ils accusent une relative stagnation. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de juillet 2023, une augmentation de 0,6% par rapport au mois précédent. Au mois de juillet 2023 et par rapport au même mois de l'année 2022, la variation des prix à la consommation est de +9,4%. Le rythme d'inflation annuel (août 2022 à juillet 2023 / août 2021 à juillet 2022) est de +9,3%, précise l'ONS. Le rapport de l'ONS a fait savoir que les prix des biens alimentaires poursuivent la même tendance à la baisse pour le troisième mois consécutif. En effet, ils enregistrent un taux de -1,3% en juillet contre -1,0% et -1,1% en juin et mai respectivement. Les prix des produits agricoles frais affichent une baisse de 3,0%, due essentiellement au recul des prix des fruits et de la viande de poulet, respectivement de -20,9% et -7,6%.

En outre, des augmentations sont observées pour les légumes (+11,5%) et la viande rouge (+0,7%). Par ailleurs, les prix des produits alimentaires industriels inscrivent une hausse de 0,8%. Cette tendance découle des augmentations relevées au niveau d'un certain nombre de produits avec des proportions plus ou moins remarquables, +6,8% pour le café, +1,0% pour les autres produits alimentaires et +0,3% pour les pains et céréales. En juillet 2023 et par rapport à juillet 2022, l'évolution des prix des biens alimentaires enregistre un taux de +13,2%. En effet, les prix des produits agricoles frais marquent une variation de +22,4% avec un taux de +62,5% pour les fruits. Toutefois, les prix des produits alimentaires industriels accusent une hausse largement en deçà, soit 4,6% avec une variation de +22,2% pour le café thé et infusion. Concernant les produits manufacturés non alimentaires et services, en juillet 2023 et par rapport au mois précédent, les prix de ces produits observent une hausse de 0,6%. Les prix des services se caractérisent par une relative stagnation. En juillet 2023 et par rapport au même mois de l'année précédente, la variation des prix des produits manufacturés est de +7,0% et celle des services de +4,1%.

AGRICULTURE

Ouverture officielle de la saison chasse le 15 septembre prochain

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé mardi l'ouverture officielle, le 15 septembre, de la saison chasse 2023-2024. Le ministère a rappelé qu'en vertu de la loi N 04-07 du 27 Jomada Ethania 1425, correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, conformément à ses textes d'application et en sa qualité de président du Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural annonce la date de la reprise de

l'activité de chasse pour la saison 2023-2024 qui a été fixée au 15 septembre 2023, selon le plan de chaque wilaya définissant les périodes de chasse, les espèces chassables et le nombre autorisé pour chaque chasseur". Dans le cadre de la relance de l'activité de chasse en Algérie, le ministère a pris, via la Direction générale des forêts (DGF), les mesures nécessaires pour assurer l'efficacité de cette activité notamment à travers l'organisation et la formation des chasseurs pour obtenir un permis de chasse, l'installation

du Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique avec le lancement de ses travaux, la définition des zones réservées à la chasse, outre l'élaboration d'un plan de chasse. Le ministère a également appelé les conservateurs de forêts à prendre toutes les mesures nécessaires en prévision de l'ouverture de la saison chasse, en plus de mettre en place les mesures préventives et sécuritaires relatives à la sécurité des personnes et au respect de l'équilibre écologique.

RAPPORT

Le secteur privé profitera d'une accélération des investissements verts

Une montée en puissance rapide des investissements verts est nécessaire face au changement climatique, faute de quoi les risques et les coûts augmenteront pour l'économie et les banques, affirme mercredi la Banque centrale européenne. "Nous avons besoin de politiques plus décisives pour garantir une transition plus rapide vers une économie neutre en carbone", a déclaré Luis de Guindos, vice-président de la BCE, dans un communiqué à l'occasion de la publication du deuxième test de résistance climatique menée par l'institution à l'échelle de

l'économie. "Il est évident qu'il faut accélérer sur la route vers Paris", en référence aux objectifs de l'Accord de 2015 sur le climat, car "au rythme actuel, les risques et les coûts augmenteront pour l'économie et système financier" à terme, prévient le banquier central. La BCE a testé trois scénarios : une transition accélérée dès maintenant, dans lesquels les investissements verts cumulés s'élèveraient à 3,2 billions d'euros jusqu'en 2030, une transition plus tardive à partir de 2026, des investissements limités à 2,5 billions si la transition est retardée et pas suffi-

samment ambitieuse pour atteindre les Objectifs de Paris. Ce rapport intervient à un moment où les investissements dans la transition verte s'avèrent plus coûteux en raison du niveau élevé des taux d'intérêts fixés par la Banque centrale européenne face à l'impératif de faire baisser l'inflation. La BCE souligne dans ce rapport que les adaptations vont représenter à court terme un surcoût - investissements plus importants et coûts énergétiques plus élevés notamment à cause de la montée des prix des certificats de carbone - particulièrement

dans les secteurs à forte intensité énergétique tels que l'industrie manufacturière, les mines et l'électricité. La trajectoire de l'accord de Paris prévoit de limiter le réchauffement bien au-dessous de 2 C et si possible à 1,5 C par rapport à l'ère pré-industrielle. Dans la première mouture de son test climatique publiée en 2021, l'institut prévenait que l'absence d'un plan ordonné pour décarboner l'économie pourrait affecter le PIB de l'UE jusqu'à lui faire perdre plus de 10% d'ici 2100.

R E.

865 SITES URBAINS EXPOSÉS AUX INONDATIONS

Pour des mesures proactives et pérennes

Suite aux perturbations climatiques survenues, qui ont coûté la vie à 8 personnes emportées par les crues tant dans les wilayas d'El Bayadh que de Tlemcen, le délégué national des risques majeurs, a révélé un décompte de plus de 860 points noirs exposés aux inondations. Un problème urbanistique que les spécialistes, estiment doit être un élément essentiel dans l'aménagement des territoires.

Par Reda Hadi

Le délégué national des risques majeurs a mis l'accent aussi, sur la prise de mesures proactives sur le terrain pour y faire face. Selon lui, pour ces deux wilayas touchées, après le recensement, le bassin d'eau qui alimente le centre urbain en quantité d'eau sera également calculé. Ainsi que la détermination de toutes les données liées au couvert végétal ainsi qu'à la qualité du sol Dans le même contexte, le porte-parole a souligné la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires, notamment le recensement des zones exposées aux

inondations, ainsi que le nettoyage de tous les égouts et réseaux d'évacuation des eaux. Des spécialistes assurent que les zones inondables doivent figurer obligatoire dans le plan d'aménagement des communes, avec comme obligation, l'interdiction formelle aux maires de délivrer des permis de construire dans les zones concernées. Ceux-ci précisent aussi, que dans l'éventualité ou un permis est déjà délivrer, il y a des normes de construction à respecter. En zone inondable, il n'y a pas que les constructions de logements, il faut penser aussi aux entreprises qui veulent s'y implanter. Et dont il faudrait tenir

compte dans la perspective de la conception ou de la mise en œuvre d'un projet, l'objectif étant de renforcer la résilience aux catastrophes et aux chocs climatiques. Par ailleurs, en zone inondable, il est préconiser de protéger et de conserver le couvert végétal. Les spécialistes disent qu'avant tout, le premier moyen de se protéger des inondations et de ne pas construire en ces zones. Si c'est inéluctable, lors de la construction, il faut privilégier les matériaux imperméables afin de limiter les dégâts en cas d'inondation. De cette façon, même si vous subissez des inondations, les dégâts seront moins importants.

ALGÉRIE-YÉMEN

Accord pour renforcer la coopération en matière de formation

Un accord a été signé mardi entre L'Algérie et le Yémen pour renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de la formation et de l'enseignement professionnels. L'accord a été cosigné par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi et l'ambassadeur du Yémen à Alger, Mohammed Ali El Yazidi Alaoui, en présence de cadres représentant les deux parties. S'exprimant à cette occasion, M. Merabi a souligné que cet accord avait pour objectif la promotion de la coopération entre son département ministériel et le ministère yéménite de l'Enseignement technique et de la

Formation professionnelle dans différents domaines, notamment en matière d'échange d'expertises en ingénierie pédagogique de la formation professionnelle. L'accord en question prévoit l'organisation de cycles de formation, la mise à niveau des formateurs et des gestionnaires des établissements de formation, l'organisation de séminaires et de journées d'étude, outre le lancement de projets de jumelage entre les établissements de formation des deux pays, a expliqué le ministre. Dans le même contexte, M. Merabi a annoncé la création prochaine d'une commission technique chargée de la mise en œuvre

des clauses de l'accord, du suivi et de l'évaluation des activités convenues. Après avoir salué les relations unissant les deux pays et peuples frères, le diplomate yéménite a évoqué les accords de coopération bilatérale signés dans divers domaines tels que la formation professionnelle, et l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, soulignant par là même, que cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement et de la promotion de la coopération bilatérale. Cet accord prévoit également des visites programmées au profit des formateurs yéménites dans les établissements de la formation professionnelle en Algérie.

ENR EN AFRIQUE

Nécessité d'améliorer l'accès aux capitaux et d'alléger les coûts de financement

L'Agence internationale de l'Energie (AIE) a souligné dans son dernier rapport la nécessité d'améliorer l'accès aux capitaux et alléger les coûts de financement pour développer les énergies renouvelables en Afrique, selon un communiqué publié sur son site web. Selon le rapport coréalisé par l'AIE et le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) publié mercredi, "il est essentiel d'agir rapidement pour améliorer l'accès au capital et alléger les coûts de financement pour débloquer un flux de dépenses en matière d'énergie propre en Afrique". Même si l'Afrique représente près de 20% de la population mondiale et dispose de ressources abondantes, elle n'est la destination que d'environ 2% des dépenses mondiales en énergie

propre, pointe le document intitulé "Le financement de l'énergie propre en Afrique". L'investissement global dans l'énergie sur le continent a connu des difficultés ces dernières années, poursuit le rapport, alors que pour répondre aux ambitions de développement de l'Afrique, ainsi qu'aux objectifs internationaux en matière d'accès à l'énergie et de climat, "il doit plus que doubler d'ici 2030, dont près des deux tiers doivent être consacrés à l'énergie propre". L'AIE et la BAD expliquent qu'une série de risques affectant les projets en Afrique, ainsi que des coûts d'emprunt plus élevés suite à la pandémie de Covid-19, induisent l'existence "d'un pool limité" de capitaux abordables que les investisseurs en énergie en Afrique peuvent exploiter. De plus, souligne le rapport, le

coût du capital pour les projets d'énergie propre à grande échelle sur le continent est au moins deux à trois fois plus élevé que dans les économies avancées. "Cela empêche les investisseurs de se lancer dans des projets commercialement viables susceptibles de fournir des solutions énergétiques abordables", développent les auteurs du rapport. Le rapport explore ainsi des moyens innovants pour relever ce défi, appelant à fournir davantage de financements de démarrage et d'utiliser davantage d'outils susceptibles de réduire les risques d'investissement afin d'attirer des capitaux privés. "Cela nécessitera un engagement fort de la part des secteurs public et privé, ainsi que le soutien des institutions étrangères et nationales", estime-t-il. Fournir une énergie moderne à

tous les Africains nécessitera près de 25 milliards de dollars de dépenses par an jusqu'en 2030, selon le rapport. "Il s'agit d'une petite somme dans le contexte des dépenses énergétiques mondiales – équivalente à l'investissement nécessaire pour construire un nouveau terminal GNL par an. Mais cela nécessite un type de financement très différent, étant donné la nécessité de projets à petite échelle, souvent dans les zones rurales et pour des consommateurs ayant une capacité de payer limitée", souligne le document. Pour cela, l'AIE et la BAD estiment que la communauté internationale a "un rôle majeur" à jouer dans l'augmentation des investissements dans les énergies propres en Afrique.

R E.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Adoption de la «Déclaration de Nairobi»

Le premier Sommet africain sur le climat s'est achevé mercredi avec l'adoption d'une "Déclaration de Nairobi", destinée à concrétiser le potentiel du continent pour une croissance verte, a annoncé William Ruto, le président du Kenya qui a accueilli cette réunion.

"Cette déclaration servira de base à la position commune de l'Afrique dans le processus mondial sur le changement climatique jusqu'à la COP28 et au-delà", affirment les signataires de ce texte. Le sommet de Nairobi a lancé quatre mois de réunions internationales abordant les questions climatiques, qui culmineront avec la conférence de l'ONU sur le climat (COP28) de Dubaï fin novembre, où s'annonce une vive bataille sur la fin des énergies fossiles. Dans leur déclaration finale, les pays africains demandent notamment à la communauté internationale de contribuer à "augmenter la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici 2030 (...) pour lutter contre la précarité énergétique et de renforcer l'approvisionnement mondial en énergie propre et rentable".

Ils proposent également d'établir "une nouvelle architecture de financement adaptée aux besoins de l'Afrique y compris la restructuration et l'allègement de la dette", dont le fardeau pèse lourdement sur leurs économies. Ils appellent aussi les dirigeants de la planète à "se rallier à la proposition d'un régime de taxe sur le carbone, comprenant une taxe carbone sur le commerce des combustibles fossiles, le transport maritime et l'aviation, qui peut également être augmentée par une taxe mondiale sur les transactions financières". Lors de ces trois jours de réunion dans la capitale kenyane, 23 milliards de dollars de promesses d'investissement dans les énergies renouvelables ont été faites, a affirmé le président Ruto.

R E.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

600 millions Da pour la concrétisation de projets d'exploitation des eaux souterraines

Un budget de 600 millions de dinars a été réservé à Bordj Bou Arréridj pour la réalisation et la mise à niveau de forages notamment dans les parties nord et ouest de la wilaya en vue de répondre aux besoins de la population en matière d'eau potable, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Il s'agit d'opérations de réalisation et de mise à niveau de forage pour combler le déficit enregistré en la matière, a précisé la même source, faisant état de la réalisation de 19 forages à travers 17 communes au titre du système d'appui au développement socioéconomique des communes et 10 autres forages dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales au profit de 7 communes de Bordj Bou Arréridj. La même source a fait état également de la réservation d'une enveloppe financière de 170 millions de dinars pour la rénovation du réseau de distribution d'eau potable, l'installation d'équipement de pompage, la réalisation de réservoirs d'eau et l'équipement et le raccordement en électricité sur une distance de 5.000mètres linéaire pour des forages dont 6 forages profonds. Dans ce contexte, la même source a indiqué qu'il a été procédé à l'augmentation à 7.000m3/jour, les dotations en eau potable pour les communes de Ain Tesra, Ras El Oued, Bordj Ghedir et Sidi Mebarak.

HABITAT PRÉCAIRE À OUM EL BOUAGHI

Relogement de plus de 240 familles à Ain M'lila

Au total, 243 familles vivant dans des habitations précaires ont été relogées, lundi, dans des appartements neufs dans la commune d'Ain M'lila, un chef-lieu de daïra situé à 65 km à l'ouest d'Oum El Bouaghi. Le wali d'Oum El Bouaghi, Samir Nefla, accompagné des autorités locales civiles et sécuritaires, a supervisé l'opération de déménagement de ces familles qui résidaient dans les localités de Fourchi et de Bir Benayad, non loin du chef-lieu de daïra. Le wali a souligné, dans une déclaration à la presse à l'issue de l'opération de démolition des logements évacués et de transfert des familles concernées dans leurs nouveaux logements construits au quartier Soualhia, à Ain M'lila, que les habitations attribuées disposent de toutes les commodités nécessaires, comme l'électricité, le gaz et l'eau potable. De plus, a ajouté le chef de l'exécutif local, de nouvelles infrastructures éducatives seront mises à la disposition des nouveaux résidents du quartier Soualhia, ainsi que des bus de transport urbain qui faciliteront leurs déplacements vers le centre de la ville d'Ain M'lila. S'agissant des opérations d'attribution de logement programmées à travers la wilaya, M. Nefla a fait savoir qu'à l'occasion de la célébration 69ème anniversaire du déclenchement de la Révolution, en novembre prochain, d'autres quotas de logements seront distribués, dont plus de 1.000 LPL (logements publics locatifs) à travers les communes d'Ain Beïda et d'Ain M'lila.

AÉROPORT ABOUBAKR BELKAID DE CHLEF

De nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays

De nouvelles dessertes domestiques vers le Sud du pays seront assurées par l'aéroport "Aboubakr Belkaid" de Chlef avant la fin de l'année en cours (2023), a annoncé, mardi, le ministre des Transports, Youcef Chorfa.

L'aéroport Aboubakr Belkaid, assurant actuellement deux vols internationaux par semaine, sera renforcé par des vols domestiques avant la fin de l'année en cours", a déclaré le ministre en marge d'une visite de travail et d'inspection des installations de son secteur à Chlef. Il a ajouté que cette opération sera réalisée en coordination avec Tassili Airlines ou Air Algérie. "La première ligne prévue à l'ouverture concernera Ouargla ou Hassi Messaoud, car de nombreux habitants de Chlef travaillent dans des wilayas du Sud du pays", a précisé M. Chorfa.

S'agissant du projet d'extension de l'aéroport de Chlef, le ministre a fait part de l'achèvement de l'étude relative à la 1ère et 2ème extension et à la réhabilitation de l'ancienne aérogare, soulignant "la possibilité d'intégration du projet de la 1ère extension dans le programme 2024, puis les autres étapes ultérieurement".

M. Chorfa a également évoqué l'importance du port de Ténès dans les opérations d'exportation, soulignant "la nécessité de protection et de promotion de cette structure", notamment au vue de la "possibilité de transfert de certaines opérations de déchargement des navires du port d'Alger vers celui de Ténès", a-t-il noté.

Un exposé sur l'état des lieux du sec-



teur des transports à Chlef a été présenté, à l'occasion, au ministre, avant une inspection du siège de l'entreprise de transport urbain de Sendjas, qui "sera bientôt renforcée par cinq bus, financés sur le budget de la wilaya, en plus d'autres assurés par le ministère de tutelle, en vue du renforcement du transport vers d'autres régions, au même titre que le transport scolaire", selon les explications du ministre. A la gare ferroviaire de l'Oued Sly, M. Chorfa a inspecté les travaux de doublerment de la ligne ferroviaire Oued Sly-Yeïel (Relizane), où il a insisté sur la "nécessité de réception du projet dans les plus brefs délais". "Le taux d'avancement de ce projet est de plus de 90%", selon les explications fournies sur place.

Au port de Ténès, le ministre des

Transports a procédé au lancement des travaux de pose de quais flottants, repartis sur trois lignes de 60 mètres de long, et d'une capacité d'accueil de 150 embarcations par ligne. Ce projet englobant 15 quais flottants a coûté une enveloppe de 130 millions DA.

A noter, aussi, la programmation de la pose de 15 quais flottants au port d'El Marsa, et de deux quais au port de Beni Haoua, selon les explications fournies au ministre.

Sur un autre plan, M. Chorfa a fait savoir que le "secteur du contrôle technique des automobiles est ouvert à toute personne désirant y investir, mais qu'il est tributaire de la demande exprimée par chaque wilaya en la matière".

LAGHOUAT

Remise de sept ambulances aux établissements sanitaires

Une flotte de sept (7) ambulances médicalisées a été remise lundi au profit des établissements de la santé des communes de la wilaya, a-t-on appris lundi auprès des responsables de la wilaya.

Présidant la cérémonie de re-

mise tenue au siège de la wilaya, le wali de Laghouat, Fodil Dhouifi, a affirmé que ces véhicules médicalisés ont été acquis pour un montant de plus de 90 millions de dinars puisé au titre du programme sectoriel de développement (PSD). Ces ambulances ont été affectées à l'établissement public

hospitalier (EPH) d'Aflou, aux établissements de la santé publique de proximité des communes de Laghouat, Hassi-Delâa, Brida, Ksar El-Hirane, Tadjrouna, et la polyclinique de la commune de Sebgue.

Le wali qui a indiqué que ces ambulances sont destinées à la prise en charge du transport des patients, dans le cas échéant, aux structures hospitalières, a insisté sur la nécessaire exploitation rationnelle du parc roulant.

UNIVERSITÉ « KASDI MERBAH » DE OUARGLA

Plus de 100 nouveaux enseignants installés

Pas moins de 108 nouveaux enseignants, mai-tres-assistants titulaires de diplômes de Magister et de Doctorat ont procédé à la signature, au titre de cette saison universitaire (2023/2024), de leurs procès-verbaux d'installation à l'Université « Kasdi Merbah » d'Ouargla, a-t-on appris lundi auprès du rectorat de cette institution. Ces nouvelles

recrues devant encadrer les différentes filières au niveau des facultés de l'université devront bénéficier d'une session de formation, conduite par une cellule de formation de l'université, en sus d'initiation en langue anglaise pour parfaire cette formation, a affirmé le recteur de l'UKMO, Pr. Tahar Hallilet. Le recteur a, à ce titre, estimé que ce recrutement, in-

tervenant en application de la décision des pouvoirs publics portant placement des titulaires de Magister et de Doctorat, constitue, à la faveur de l'ouverture de nouvelles filières d'enseignement, un acquis « qualitatif » pour l'institution et le milieu économique. Approchés par l'APS, des enseignants nouvellement installés ont apprécié cette décision tant

attendue leur pe rmettant, ont-ils déclaré, de contribuer à la promotion de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique à la satisfaction des étudiants. L'Université d'Ouargla accueille, au titre de cette saison, un effectif de plus de 31.000 étudiants, dont 55.283 nouveaux inscrits, encadrés par 1.365 enseignants, tous grades et filières confondus.

La nouvelle normalité de la croissance chinoise

Le rebond de l'activité du début d'année à la suite de la levée des restrictions anti-Covid aura été de courte durée.

La croissance chinoise s'essouffle et les difficultés de la deuxième puissance économique mondiale remontent à la une de la presse internationale. Chute des exportations, ralentissement de la production, manque de confiance des ménages et des entreprises affectant la consommation et l'investissement, indice des prix en territoire négatif... les indicateurs de l'été ravivent les craintes. Dans le même temps, l'immobilier s'enfonce dans la crise, avec des ventes de logements en chute, des chantiers à l'arrêt et une demande de crédits au plus bas depuis 2009. Deux ans après la déroute d'Evergrande, la faillite du promoteur immobilier Country Garden – que Pékin considérait encore comme un acteur solide il y a quelques mois stupéfait. Et le défaut du fonds d'investissement Zhongzhi ranime le spectre d'une crise immobilière se transformant en crise financière. La Chine est-elle au bord du gouffre, comme le laissent entendre certains médias ? Une « bombe à retardement », selon les mots du président américain Joe Biden en campagne pour sa réélection ? Est-elle à l'aube d'une longue période de stagnation « à la japonaise », comme le prédisent certains économistes ? Signe de fébrilité, les autorités chinoises pressent les économistes d'éviter les paroles négatives et renoncent à publier le taux de chômage des jeunes après un nouveau record battu en juin (à 21 %).

Pas de crise systémique

Si les difficultés sont réelles, certaines données méritent toutefois d'être regardées de plus près. La baisse des prix à la consommation en juillet (-0,3 % sur an) est largement due à des effets saisonniers, notamment à la chute du prix du porc. Hors alimentation et énergie, les prix ont progressé plus vite qu'en juin. Le risque d'une Chine entrée dans une spirale déflationniste paraît encore lointain... Quant à la

chute des exportations (-14 % en juillet), elle est à mettre en regard de l'extraordinaire croissance des dernières années lorsque la Chine a fourni des tonnes de matériel médical et d'ordinateurs portables à un reste du monde confiné. Les exportations chinoises sont aujourd'hui supérieures d'un tiers à leur niveau de 2019. L'usine du monde n'a pas mis la clé sous la porte...

Enfin, les risques financiers s'accumulent, mais Pékin, avec sa haute main sur les institutions bancaires, a de nombreux moyens pour limiter la contagion et voler discrètement au secours des canards boiteux.

Le scénario d'une crise systémique et d'un « moment Lehman » chinois reste, à ce stade, très hypothétique.

Fin du « miracle chinois »

Si la politique « zéro Covid » a durablement marqué les esprits, la crise actuelle est davantage le reflet de l'essoufflement d'un modèle économique. Le « miracle chinois » a disparu depuis plusieurs années et la levée des restrictions anti-Covid a remis au premier plan les défis structurels qui pèsent sur l'économie.

Longtemps moteur de la croissance chinoise, l'immobilier est aujourd'hui son principal handicap. Pendant des décennies, la Chine a construit des logements et des infrastructures pour les nouveaux citoyens. Et à chaque ralentissement économique, l'immobilier a constitué la variable d'ajustement permettant de relancer la machine, au prix d'une envolée de la dette. Les Chinois y ont placé l'essentiel de leur économie et les collectivités locales ont fait de la vente de terrains aux promoteurs une source juteuse de recettes.

Comptant pour environ 30 % du PIB, l'immobilier voit aujourd'hui sa bulle craqueler de toute part. Pékin en est en partie responsable, avec la mise en place de mesures d'assainissement à l'encontre de promoteurs surendettés et fermant les yeux devant

le repli inexorable de la demande dans une Chine largement urbanisée et en déclin démographique.

Priorité à la sécurité

Pour relancer la croissance, les remèdes traditionnels (construction à tout va de routes, de lignes de TGV, de gares, d'immeubles etc.) font de moins en moins recette dans une Chine suréquipée. Surtout, les caisses des collectivités locales sont exsangues, après des années d'investissement à crédit.

Fortement endettée, la Chine de 2023 n'est plus celle de 2008 ou de 2015 quand Pékin injectait des milliards pour soutenir l'économie. Malgré les déclarations d'intention, les autorités peinent à passer de la parole aux actes : les mesures de soutien annoncées cet été restent ciblées et de peu d'envergure.

Cette retenue acte aussi un changement de paradigme. La croissance à tout prix n'est plus la priorité du Parti communiste chinois. Dans un monde de plus en plus chaotique, Xi Jinping insiste désormais sur la sécurité (militaire, énergétique, alimentaire, technologique, etc.) et la stabilité (y compris financière).

Les politiques visant au désendettement, à l'auto-suffisance, à l'innovation industrielle sont prioritaires.

Pékin compte réduire la dépendance de l'économie à l'immobilier même si cela est coûteux économiquement à court terme. La croissance doit être davantage « qualitative », plaide Xi Jinping, prônant un rééquilibrage vers la consommation et l'innovation. Problème, les réformes structurelles (protection sociale, fiscalité) se font attendre et l'emprise du Parti sur les entreprises joue à contresens.

Les déséquilibres chinois seront longs et douloureux à résorber. Le défi démographique reste à venir. La Chine pourrait bien être entrée dans une nouvelle normalité. Celle d'une croissance durablement limitée.

SOURCE : Les Echos

Un G20 sur fond de tensions entre la Chine et l'Inde

Viendra ou viendra pas ? La présence de Xi Jinping au sommet du G20 en Inde (9-10 septembre) était au centre des interrogations ces derniers jours. Si Pékin restait, encore vendredi, totalement muet sur le sujet et si la veille, les autorités indiennes disaient se préparer, tant sur le plan protocolaire que sécuritaire, à la venue du président chinois, l'absence de Xi Jinping ne faisait guère de doute dans les différentes chancelleries concernées. C'est le Premier ministre Li Qiang qui devrait finalement représenter la Chine au sommet. L'absence de Xi Jinping, qui s'est récemment rendu au sommet du BRICS à Johannesburg, est une occasion perdue pour les chefs d'Etat occidentaux de s'entretenir personnellement avec le leader chinois pour tenter de le faire bouger dans son soutien implicite à la Russie concernant l'invasion ukrainienne. Depuis des mois, les Etats-Unis et l'Europe tentent vainement de persuader Xi

Jinping d'user de son influence auprès de son « ami » Vladimir Poutine et de peser davantage dans la quête d'une issue pacifique au conflit.

Cette absence du président chinois est l'illustration de vives tensions entre l'Inde et la Chine, qui risquent de ne pas s'arranger après ce camouflet envoyé au Premier ministre Narendra Modi à la tête du pays hôte. L'Inde et la Chine, deux puissances nucléaires, ont plusieurs différends frontaliers dans l'Himalaya, qui leur ont valu une guerre en 1962, et qui sont sources récurrentes de tensions depuis.

En juin 2020, militaires indiens et chinois s'étaient affrontés dans un corps-à-corps d'une extrême violence dans la vallée de la Galwan, située au Ladakh, où 20 soldats indiens avaient été tués. « Depuis, les relations sino-indiennes ont été marquées par une escalade des tensions et des problèmes frontaliers non résolus, explique Farwa Aamer, directrice des initiatives pour l'Asie du Sud à

l'Asia Society Policy Institute (ASPI). Malgré de multiples séries de discussions diplomatiques et la récente réunion des commandants de corps, une résolution claire et facile des différends frontaliers reste hors d'atteinte. Les déclarations répétées du Premier ministre Modi selon lesquelles la trajectoire des relations sino-indiennes dépend de la situation le long de la frontière soulignent l'importance de cette question. »

« Forte protestation »

Lors d'une rare et brève rencontre en marge du sommet des BRICS à Johannesburg, Narendra Modi et Xi Jinping avaient convenu de désamorcer les tensions le long de leur frontière controversée. Mais les tensions ont vite repris après la publication par Pékin d'une carte revendiquant les terres que New Delhi affirme posséder dans l'Himalaya, y compris le territoire où les deux pays voisins se sont battus en 2020. L'Inde a adressé mardi une « forte pro-

testation » à la Chine et jugé « absurde » les revendications territoriales chinoises.

En coulisses, ce sommet des BRICS a également marqué les divergences de point de vue entre les deux leaders. Xi Jinping a obtenu un élargissement rapide du forum à six pays (Argentine, l'Egypte, l'Ethiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis), tordant le bras à Narendra Modi, partisan d'un processus plus étalé dans le temps.

Les tensions entre la Chine et l'Inde menaceraient également d'empêcher les dirigeants du G20 de publier un communiqué commun pour la première fois depuis le premier sommet des chefs d'Etat en 2008. L'un des points de blocage porterait sur la rédaction de la condamnation de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Pékin n'a jamais reconnu les termes de « guerre » ou d'« invasion ».

Agence

POUR FINANCER L'EXPANSION DE L'UNIVERSITÉ BRITANNIQUE D'EGYPTE

L'investisseur tunisien AfricInvest engage 40 millions \$

Après des investissements dans le secteur financier et industriel égyptien, AfricInvest réalise une transaction dans un établissement d'enseignement supérieur dans le pays, pour y renforcer sa présence. Le gestionnaire de fonds et investisseur AfricInvest a annoncé, ce mardi 5 septembre, la signature d'un accord d'investissement d'un montant de 40 millions \$ avec l'Université britannique d'Egypte (The British University in Egypt). Cet investissement alimentera les plans d'expansion de l'établissement universitaire en Egypte et au niveau régional. La contrepartie qu'obtiendra AfricInvest à la suite de cet investissement n'a pas été dévoilée. Toutefois, l'investisseur tunisien pourrait obtenir des parts dans le capital de l'université et devenir actionnaire de cet établissement. A travers cette transaction, AfricInvest se renforce dans le marché égyptien où il a déjà réalisé des investissements, notamment en 2020, dans le secteur des paiements numériques via Masria digital Payments, ainsi que dans l'industrie pétrochimique et plastique via Carbon Holdings. Pour cette première opération dans le secteur éducatif égyptien, la firme d'investissement active dans plusieurs classes d'actifs y compris le capital-investissement, le capital-risque et le financement mixte, a sans doute eu recours à son fonds maghrébin, ciblant des entreprises nord-africaines bien implantées sur leurs marchés locaux et ayant le potentiel de s'étendre dans la sous-région. Précisons que l'Université britannique d'Egypte découle d'un protocole de coopération conclu en 1998 entre les gouvernements égyptien et britannique. Cet établissement, qui produit des diplômés de niveau britannique pour les secteurs clés de l'économie égyptienne, en particulier dans les domaines de l'ingénierie, de l'informatique et des études commerciales, rentrera ainsi dans le portefeuille d'entreprises d'AfricInvest.

MAROC

SDX démarre le forage du puits gazier de développement Ksiri-21

Alors qu'elle est en passe de se délester de l'ensemble de son portefeuille d'actifs en Égypte, SDX avait annoncé sa volonté de miser davantage sur le secteur énergétique du Maroc jugé plus en phase avec ses objectifs. Au Maroc, la société SDX Energy a annoncé, lundi 4 septembre, qu'elle a engagé des activités de forage sur le puits de développement Ksiri-21 de la concession gazière de Sebou Central, une zone d'intérêt située dans le bassin du Gharb. Ces travaux d'exploration ciblent un prospect identifié dans la formation géologique de Hoot à environ 1 950 mètres de profondeur. Pour l'atteindre, la compagnie prévoit d'exécuter le forage de manière verticale, en s'appuyant sur les données sismiques 3D disponibles sur le site. Sur ce dernier, plus d'une vingtaine de puits de production de gaz ont déjà été forés avec succès par SDX. Ce qui accroît les chances de réussite du nouveau forage, dont le puits pourrait être immédiatement mis en service pour soutenir l'approvisionnement local en gaz. « Le début du forage marque une première étape dans la nouvelle feuille de route de SDX au Maroc, que la société présentera prochainement. Dans le cadre de la relance de la production en amont de la société, nous évaluerons la faisabilité de forer des puits supplémentaires, l'un après l'autre », a déclaré Daniel Gould, directeur général de SDX.

QATAR

Doha accueillera la Conférence de l'ISA à la fin du mois de septembre

Le 25 septembre prochain, l'État de Qatar accueillera la Conférence 2023 de l'International Society for Automation (ISA).

En présence d'un groupe d'élite de personnes intéressées par le domaine, venues du monde entier, et d'un grand nombre de spécialistes de l'automatisation de diverses compagnies pétrolières et gazières de Qatar, l'événement traitera le sujet de la numérisation dans l'industrie du pétrole et du gaz. Cette annonce a été communiquée lors d'une conférence de presse tenue aujourd'hui, au cours de laquelle l'association a également révélé qu'une réunion des spécialistes de l'automatisation de la région Europe, Moyen-Orient et Afrique sera organisée pour la première fois à Doha les 26 et 27 septembre, parallèlement à la Conférence qui prévoit d'attirer plus de 200 délégués venant des

quatre coins du monde.

À cette occasion, le Président de la section qatarie de l'ISA, Mr. Nilangshu Dey, a déclaré que la Conférence sera de retour après une interruption de cinq ans grâce à la croissance économique rapide enregistrée au Qatar et aux développements significatifs et continus des systèmes d'automatisation dans ses industries du pétrole, du gaz, de la pétrochimie et de l'énergie. Mr. Dey a ajouté que neuf documents seront présentés par des experts de l'industrie sélectionnés dans différents pays afin de maintenir la durabilité mondiale, ce qui profitera aux ingénieurs en automatisation de Qatar. Il a précisé qu'un comité technique international avait été formé pour sélectionner les documents de travail.

FABRIQUÉ EN TUNISIE

Exportation du premier Pick-up vers la Jordanie

Cette première opération d'export témoigne de la confiance des marchés étrangers envers le savoir-faire tunisien, la qualité de production ainsi que l'innovation de la marque Peugeot. Ce qui renforce la réputation de la Tunisie en tant que centre d'excellence manufacturière. «Stafim Industrielle», filiale de Groupe Stafim, opérateur historique sur la scène automobile en Tunisie depuis 1930, démontre son expertise et son engagement envers l'excellence manufacturière en donnant le coup d'envoi de la première opération d'export vers la Jordanie du Pick-up «Peugeot Landtrek», fabriqué dans les usines de «Stafim Industrielle» à El Mghira avec un taux d'intégration de 42%. Cette première opération d'export témoigne de la confiance des marchés étrangers envers le savoir-faire tunisien, la qualité de produc-

tion ainsi que l'innovation de la marque Peugeot. Ce qui renforce la réputation de la Tunisie en tant que centre d'excellence manufacturière.

Des compétences 100% tunisiennes

En effet, le «Peugeot Landtrek», best-seller de la marque Peugeot en Tunisie, est monté en SKD à l'usine Stafim Industrielle, baptisée «Usine excellente» qui est considérée par «Stellantis» comme Benchmark en termes de qualité avec un fort indice (IQX de 0,13), et ce, grâce aux compétences 100% tunisiennes hautement qualifiées employées par Stafim industrielle, qui sont formées et répondent haut la main aux standards et exigences de Stellantis. Cette exportation vers la Jordanie est non seulement considérée comme gage de confiance, mais aussi contribue à la crois-

sance économique de la Tunisie en créant de nouvelles opportunités commerciales et en générant une entrée de devises considérable. Elle renforce également la réputation du pays en tant que centre d'excellence dans le domaine de production automobile et crée plus de 650 emplois locaux directs et indirects, ce qui stimule le développement de compétences spécialisées en renforçant ainsi le tissu industriel tunisien. Cet événement marque ainsi le début de plusieurs opérations d'exportation prometteuses vers des pays maghrébins et africains, et ce, dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux en place. Sans oublier le contrat cadre signé avec Stellantis pour l'export du Landtrek, qui constitue un important facteur de facilitation et d'encouragement à l'export pour Stafim Industrielle et pour la Tunisie.

MAURITANIE

Journée de réflexion sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'horizon 2030

Le ministère de l'Économie et du Développement durable a organisé, mardi à Nouakchott, en collaboration avec les Nations Unies, une journée consultative sur les objectifs de développement durable, avec la participation de représentants de tous les secteurs gouvernementaux. La première journée de ces consultations a été consacrée aux références des instances nationales actives dans le domaine du développement du secteur privé, de la société civile, de la jeunesse et des femmes. La rencontre d'aujourd'hui a pour but d'engager la concertation sur les moyens les plus efficaces pour atteindre les objectifs de développement durable en Mauritanie, et à préparer de manière résolue et constructive le sommet qui se tiendra à New York en septembre 2023, en présence de Son

Excellence le Président de la République. Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, sur le développement durable à l'horizon 2030. Ouvrant la journée consultative, le secrétaire général du ministre de l'Économie et du Développement durable, Yacoub Ould Ahmed Aïcha, a précisé que cette journée consultative, organisée par le département économique en collaboration avec le système des Nations Unies s'articule autour des objectifs de développement durable. Il a ajouté que ces consultations s'inscrivent dans le cadre du plan d'action gouvernemental visant à préparer le forum politique de haut niveau auquel participera Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould El Ghazwani, les 18 et 19 septembre à New York. Ce sommet est consacré à l'évaluation du niveau de mise

en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement durable à l'horizon 2030, ce qui reflète clairement l'étendue de son importance pour le processus de développement de la Mauritanie » M. Ould Ahmed Aïcha a, noté que ces objectifs se recoupent, principalement, avec les engagements de Son Excellence le Président de la République dans son programme électoral ; programme qui a reçu la confiance des Mauritaniens avec une confortable majorité. Il a indiqué que cette journée sera soutenue à travers un forum ministériel, prévu début septembre prochain, et auquel participeront des représentants de diverses instances mauritaniennes et des citoyens, qui auront l'occasion de présenter leurs avis, suggestions et demandes d'informations au sujet des moyens d'accélérer la réalisation des objectifs de dévelop-

pement durable, à travers des sessions qui aborderont des questions majeures. « Il s'agit, notamment, des opportunités et des défis pour créer une croissance durable et inclusive en Mauritanie, l'exploitation des ressources naturelles pour un avenir durable et fort en Mauritanie, ainsi que l'investissement dans le capital humain comme moyen de renforcer la gouvernance dans le pays ». A son tour, le directeur adjoint du Programme alimentaire mondial en Mauritanie, M. Patrick Teixeira, a exprimé ses remerciements pour sa participation aux consultations nationales avec les différentes parties concernées, dans le but de contribuer à la définition des priorités nationales et à la formulation des engagements de la Mauritanie lors du sommet sur le dialogue pacifique prévu en septembre prochain.

MINÉRAUX SOLIDES

La stratégie du Nigeria pour maximiser les investissements étrangers

Dans sa course vers la diversification économique, le Nigeria mise sur les minéraux solides. Le pays vient de lancer une stratégie en six axes, incluant la création d'une société nationale dédiée. Objectif : attirer le plus d'investisseurs étrangers possible dans un secteur qui aurait « en réalité » le potentiel de contribuer à 50% du PIB selon les officiels. Une opération séduction devrait s'inscrire à l'agenda du président Bola Tinubu au prochain sommet du G20.

Légiférer, structurer, promouvoir, négocier, cofinancer..., ce sont quelques mots clés qui résument l'orientation des autorités nigérianes qui espèrent toucher le jackpot grâce à l'exploitation des ressources minérales solides contenues dans sous-sol du pays. Le ministère du Développement des minéraux solides vient de dévoiler son « Agenda pour la transformation des minéraux solides pour la compétitivité internationale et la prospérité nationale », une stratégie en six axes qui démarrera avec la création d'une société nationale de minéraux solides. « La société proposée cherchera et conclura des accords de partenariat d'investissement avec de grandes sociétés multinationales du monde entier afin de tirer parti du régime attrayant et favorable aux investissements en vigueur dans le pays pour garantir des investissements étrangers directs massifs dans le secteur minier », a déclaré le ministre du Développement des minéraux solides, Dele Alake, qui attaque ainsi son mandat avec un vaste chantier sous la main, lui qui est en fonction depuis le 21 août dernier.

« Prendre le taureau par les cornes pour récolter les milliards miniers »

Les autres axes de la stratégie touchent le développement de contreprises avec des multinationales minières ; le déploiement du Big Data dans l'exploitation de sept minéraux prioritaires et leurs gisements ; la formalisation des mineurs illégaux au sein de coopératives minières artisanales ; l'établissement d'une police des mines pour lutter contre l'exploitation minière illégale et la contribution ; et la création d'un centre de

traitement des minéraux qui permettra au pays de développer à la production minérale à valeur ajoutée. Abuja entend ainsi faire du secteur des minéraux solides un des fers de lance de sa prospérité économique future. Selon la commission finance du Sénat qui a étudié le projet en profondeur, le développement de ce secteur pourrait rapporter 3 milliards de dollars à l'économie nigériane et pourrait contribuer « en réalité » à 50% du PIB. « L'exploitation minière est une grosse affaire. [...] Le ministère doit prendre le taureau par les cornes si le pays veut récolter les milliards de dollars de minéraux souterrains dont il dispose à travers le pays », estime Alake.

Les mines au cœur du plan de diversification économique

Premier producteur africain de pétrole qui pèse 10% du PIB, représente 50% des recettes et 80% des devises étrangères selon la Banque mondiale, le Nigeria s'est souvent retrouvé tributaire de la chute du cours de l'or noir. Après sa sortie de récession il y a cinq ans, le pays avait ficelé un plan de diversification économique qui mettait l'accent sur le secteur des mines, en raison du potentiel du pays en la matière, car riche d'environ 44 minéraux solides contenus dans son sous-sol et généralement classés en cinq catégories : les minéraux industriels (barytine, kaolin, gypse, calcaire feldspath), les minéraux énergétiques (uranium, charbon, bitume, lignite), les minéraux métalliques (or, minerai de fer, cuivre, cassitérite, colombite, plomb-zinc), les minéraux de construction (granit, gravier, sable, latérite) et les pierres précieuses (saphir, tourmaline, émeraude,

topaze, améthyste, grenat), détaille un document diplomatique retraçant l'actif du Nigeria en minéraux solides. Leur valeur est estimée à environ 700 milliards de dollars, selon les officiels nigériens.

Cependant, l'économie du pays n'en bénéficie que très peu, puisque les minerais solides n'ont contribué qu'à 0,45% du PIB en 2020, leur plus haut niveau. Désormais, l'objectif est de passer à 3% en 2025. Pour y arriver, Abuja entend notamment reprendre les clés de succès de l'industrie pétrolière afin de développer un secteur des mines dans lequel les investisseurs étrangers se pressent de miser. Jusqu'ici, seules quelques entreprises étrangères - dont le canadien Thor Exploration coté à la Bourse de Toronto - ont investi dans les mines nigérianes.

Tinubu en mode « opération séduction » au G20?

Au pouvoir depuis mai 2023, Bola Tinubu a hérité d'une économie en crise, due à la suppression de la subvention sur l'essence, décidée suite à la conjoncture et la géopolitique internationales qui s'est ajoutée à une économie préalablement fragilisée. Alors qu'il tente de jouer les meilleures cartes pour dorer son passage à la tête du pays, des projets comme celui du développement du secteur minier peuvent revêtir un caractère ultra-stratégique. Participant au sommet du G20 le week-end prochain à New Delhi, la délégation nigériane conduite par le président Bola Tinubu prévoit d'y présenter les opportunités d'investissement dans les minéraux solides de la première puissance économique d'Afrique.

POUR LUTTER CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE EN AFRIQUE

Londres promet 80,3 millions \$ d'investissement

L'Afrique subit de plus en plus le poids des effets du changement climatique, impactant la sécurité alimentaire et les économies des pays. Pour le gouvernement britannique, ces financements visent à créer des emplois, développer les économies et améliorer la vie des communautés à risque.

Le Royaume-Uni a annoncé 64 millions de livres sterling (80,3 millions \$) d'investissement pour lutter contre la crise climatique, lors du premier Sommet africain sur le climat organisé par le Kenya du 4 au 6 septembre prochain. L'information a été rendue publique par le gouvernement britannique lundi 4 septembre. Selon la note d'information, des projets d'une

valeur de 49 millions de livres sterling se concentreront sur les deux domaines essentiels dans la lutte contre le changement climatique. Il s'agit de la mobilisation de fonds pour l'action climatique et l'aide aux populations impactées par le fléau à travers le continent.

Le communiqué indique aussi que sept autres projets de financement climatique de 15 millions de livres sterling financés par la FSD Africa Investments, une agence de développement soutenue par l'aide britannique seront également lancés. L'agence se chargera de mobiliser des capitaux provenant de sources privées, afin de permettre aux petites entreprises d'accéder au financement, de créer des produits innovants et de

fournir des solutions technologiques inclusives, précise la même source.

« Ensemble, ces projets amélioreront l'accès aux services de base, y compris l'énergie renouvelable et les soins de santé, pour plus de 500 000 personnes, créeront 3 400 emplois et fourniront une énergie moins chère et fiable aux ménages », a souligné Andrew Mitchell, ministre britannique du Développement et de l'Afrique. Pour le responsable britannique, ces initiatives sont en corrélation avec la promesse faite par le ministre britannique des Affaires étrangères, James Cleverly, q « de réaliser des investissements fiables et honnêtes en Afrique » lors de sa visite au Kenya en décembre 2022, ainsi

que les engagements pris lors de la COP26.

Bien que l'Afrique ne soit responsable que d'une fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle subit de plus en plus le poids des effets du changement climatique. Ceux-ci impactent considérablement la sécurité alimentaire et les économies. Par ce Sommet africain sur le climat, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont convenu de montrer la voie pour trouver des solutions durables à la crise climatique. Ils ont exprimé leur intention de collaborer avec les pays développés, tout en leur rappelant leurs engagements en matière d'action climatique.

ALLEMAGNE

De nouveaux financements climatiques en faveur de l'Afrique

Les fonds devraient notamment servir à financer des projets dans le domaine des énergies renouvelables dans plusieurs pays du continent.

L'Allemagne envisage de mobiliser 450 millions d'euros (486 millions de dollars) de nouveaux financements climatiques axés sur les énergies renouvelables en faveur de plusieurs pays africains, a rapporté Bloomberg lundi 4 septembre, citant une responsable allemande.

« Nous constatons que le continent africain a un grand besoin d'énergie, à la fois pour les personnes qui y vivent déjà, mais aussi pour les investissements futurs, pour l'industrie future et pour la création d'emplois sur un continent jeune », a déclaré Barbel Kofler, secrétaire d'Etat auprès du ministre allemand de la Coopération économique, en marge du Sommet africain sur le climat qui se tient à Nairobi.

Mme Kofler a précisé dans ce cadre que Berlin financera la construction d'une usine d'engrais fonctionnant à l'hydrogène vert au Kenya à hauteur de 60 millions d'euros, et convertira 60 millions d'euros de dettes kényanes en investissement dans les énergies renouvelables et l'agriculture respectueuse de l'environnement.

L'Allemagne augmentera également de 40 millions d'euros sa contribution au Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA), un fonds spécial multi-donateurs géré par la Banque africaine de développement (BAD).

Elle accordera d'autre part un prêt concessionnel de 200 millions d'euros au programme sud-africain baptisé « Partenariat pour une transition énergétique juste » (Just Energy Transition Partnership - JETP). Conclu en novembre 2021 entre l'Afrique du Sud et des partenaires financiers tels que la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne lors de la 26e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, ce programme doté de 8,5 milliards de dollars est présenté comme un exemple pionnier de la manière dont les pays riches peuvent aider les économies en développement à se défaire de leur dépendance au charbon.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales reculent, inquiètes de l'inflation

Les Bourses mondiales sont orientées en baisse en baisse mercredi, pénalisées par les hausses des prix du pétrole qui ont renoué la veille avec des niveaux au plus haut depuis novembre, amenant les investisseurs à s'interroger sur les conséquences sur l'inflation.

En Europe, vers 07H55 GMT, la Bourse de Paris lâchait 0,91%, Francfort reculait de 0,48% et Londres de 0,89%. En Asie, les Bourses sont en ordre dispersé. L'indice vedette Nikkei de la Bourse de Tokyo a progressé de 0,62%, soutenu par l'affaiblissement du yen, tombé la veille au plus bas en 10 mois par rapport au dollar, ce qui a bénéficié aux valeurs exportatrices japonaises. En Chine, la Bourse de Shanghai grappillait 0,12% et Hong Kong lâchait 0,11% dans les derniers échanges. Les marchés ont le regard tourné sur les cours du pétrole depuis la veille, après les annonces du prolongement des coupes effectuées par la Russie et l'Arabie saoudite qui ont entraîné les prix du pétrole à leur plus haut niveau depuis novembre. Vers 07H45 GMT, les prix du pétrole étaient en baisse mais restaient à des niveaux élevés. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre lâchait 0,47%, à 89,62 dollars, et le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, reculait de 0,44% à 86,31 dollars. «Cette hausse vient de mauvaises raisons, car c'est la réduction de l'offre et non l'amélioration de la demande qui entraîne ce mouvement», commente Xavier Chapard, membre

de l'équipe recherche et stratégie de la Banque Postale AM. «On est encore loin du choc énergétique de 2022», souligne Xavier Chapard, «mais si la hausse du prix du pétrole perdure, l'inflation énergétique va de nouveau contribuer légèrement positivement à l'inflation en 2024», poursuit-il. Ainsi, «pour les banques centrales, la hausse du prix du pétrole complique la donne, même si en l'état nous pensons toujours que la Fed et la BCE devraient s'accorder du temps et maintenir leurs taux inchangés d'ici la fin de l'année», estime encore l'analyste. Mercredi matin, le gouverneur de la Banque des Pays-Bas, Klaas Knot, a déclaré dans une interview «qu'une hausse supplémentaire est une possibilité, mais pas une certitude», alors que l'institution monétaire européenne doit se réunir le 14 septembre pour décider de la suite de sa politique monétaire. «Je crois que nous sommes proches ou très proches du point haut des taux d'intérêt», (le principal instrument pour lutter contre l'inflation), a quant à lui déclaré mercredi le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau au cours d'une interview sur BFM Business. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt à 10 ans allemand montait à 2,64%, contre 2,61% la

veille.

SoftBank pas soutenu par Arm

Le géant japonais des investissements dans les nouvelles technologies SoftBank Group a lâché 0,34% à 6.400 yens. Sa filiale Arm, champion britannique des microprocesseurs, a annoncé mardi viser une valorisation jusqu'à 52 milliards de dollars pour son entrée en Bourse à New York, un objectif inférieur aux plus de 60 milliards de dollars sur lesquels tablait initialement SBG. Le fournisseur suisse de cacao et

chocolat Barry Callebaut se réorganise et lance un grand programme d'économies (-0,53% à Zurich) lance un grand programme d'économies. Le groupe a annoncé mercredi une réorganisation de ses activités, accompagnée d'un grand programme d'économies, sous l'égide de son nouveau directeur général, nommé en avril pour améliorer les performances du groupe. Du côté des devises, le dollar américain se stabilisait par rapport à l'euro et à la livre britannique après des gains la veille. L'euro grappillait 0,09% à 1,0732 dollar vers 07H50 GMT. Le bitcoin gagnait 0,22% à 25.762 dollars.

BOURSE DE PARIS

En baisse, attendant des signaux positifs

La Bourse de Paris a ouvert dans le rouge mercredi et continue d'évoluer en terrain négatif, entraînée par la hausse des prix du pétrole qui amène les investisseurs à s'interroger des conséquences sur l'inflation. L'indice vedette CAC 40 reculait de 0,90%, soit 64,98 points à 7.189,56 points, vers 10H30. Mardi, il a terminé en baisse de 0,34% à 7.254,72 points. Les investisseurs sur le marché actions voient d'un mauvais oeil la hausse des prix du pétrole qui a suivi l'annonce de la prolongation de la réduction de production de l'Arabie Saoudite et des exportations de la Russie jusqu'à fin 2023. Les prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, et ceux du baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, avec échéance en octobre, ont en effet atteint mardi leurs plus hauts depuis novembre. Mercredi, vers 10H30 GMT, les prix du pétrole étaient en baisse mais continuaient d'évoluer à des niveaux élevés. Ces prix inquiètent les investisseurs dans la mesure où ils peuvent contribuer à "maintenir l'inflation à des niveaux élevés plus longtemps", commente Michael Hewson, analyste de CMC Markets, dans une note. Cette crainte se reflète "dans la hausse des taux obligataires", ajoute l'analyste. Vers 10H30, le taux d'intérêt de l'emprunt à 10 ans allemand se situait à 2,64%, contre 2,61% la veille, le taux français à même échéance étant à 3,16% contre 3,14%. Ces éléments interviennent à quelques jours des réunions des banques centrales de plusieurs puissances économiques. La Banque centrale européenne se réunira le 14 septembre et la Réserve fédérale (Fed) américaine les 19 et 20 septembre. "Je crois que nous sommes proches ou

très proches du point haut des taux d'intérêt", principal instrument pour lutter contre l'inflation, a déclaré mercredi le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau lors d'une interview sur BFM Business. Mardi, un responsable de la banque centrale américaine (Fed) a ouvert la porte à un maintien des taux lors de la prochaine réunion de la Fed en septembre, compte tenu des récentes données économiques, n'excluant cependant pas l'hypothèse d'une hausse supplémentaire ultérieure si nécessaire pour faire face à l'inflation. Au vu des chiffres récents de l'inflation et de l'emploi, "rien n'indique que nous devons agir de façon urgente", a déclaré Christopher Waller, l'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, lors d'une interview sur la chaîne CNBC. Néanmoins, "je veux être très prudent avant de dire que nous avons fait le travail", a-t-il averti. A l'agenda de la séance figure l'indice d'activité dans les services ISM pour août aux Etats-Unis. "Les PMI d'août et les chiffres de l'ISM devraient tous deux indiquer que le secteur est en territoire d'expansion, à 51,2 et 52,5 respectivement", tout chiffre supérieur à 50 indiquant une croissance, estime M. Hewson. Le groupe Renault gagnait 2,82% à Paris à 36,34 euros, porté par l'annonce mardi soir de la mise en oeuvre de son plan d'actionnariat salarié. "Cette offre est ouverte dans 29 pays et associera près de 98.000 collaborateurs", a détaillé le groupe dans un communiqué. Ce mouvement profitait au constructeur automobile Stellantis qui gagnait 1,32% à 17,13 euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Septembre 2023 Valeur : 08 Septembre 2023				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	136.9816	136.9966
1	EUR	EURO 	147.0087	147.0522
1	GBP	POUND STERLING 	172.1307	172.1928
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.8941	92.9105
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.7312	18.7384
1	CHF	SWISS FRANC 	153.9638	154.0499
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	100.3087	100.3565
1	DKK	DANISH KRONE 	19.7241	19.7279
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.3420	12.3464
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.7747	12.7818
1	AED	UAE DIRHAM 	37.2922	37.2993
1	SAR	SAUDI RIYAL 	36.5148	36.5237
1	KWD	KUWAITI DINAR 	443.8808	444.0733
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.4069	43.8431
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.4737	13.4752
1	LYD	LIBYAN DINAR 	28.2070	28.3514
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.6114	3.6118
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.2059	181.2059

Les inquiétudes sur la croissance poussent l'Europe dans le rouge

Les Bourses européennes ont ouvert dans le rouge mercredi après des données montrant que le ralentissement de l'activité se poursuit en Chine et en Europe. À Paris, le CAC 40 recule de 0,64% à 7.083,31 points vers 07h28MT. À Francfort, le Dax cède 0,31%, contre 0,61% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 abandonne 0,61%, l'EuroStoxx 50 0,52% et le Stoxx 600 0,55%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le rouge, le Dow Jones déclinant de 0,18%, contre un repli de 0,3% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,53% pour le Nasdaq. En Chine, l'activité des services a progressé à son plus faible rythme en huit

mois, ont montré les données Caixin publiées mardi, une indication que la demande demeure atone malgré les efforts de relance du gouvernement. Les indicateurs PMI services et composites définitifs en zone euro, publiés également mardi, ont par ailleurs confirmé la contraction de l'activité européenne en août. Ces données sont importantes pour la trajectoire des taux en Europe, alors que la prochaine réunion de la Banque centrale européenne se tiendra le jeudi 14 septembre. Aux valeurs, Telefonica prend 2,80% après que le groupe saoudien STC a acquis une participation de 9,9% dans le géant espagnol des télécommunications pour une valeur de 2,1 milliards d'euros, afin de devenir son principal actionnaire.

AFIN D'«EMPÊCHER UNE NOUVELLE GUERRE FROIDE »

La Chine lance un appel aux grandes puissances

Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a déclaré ce mercredi que les grandes puissances devaient s'opposer à la confrontation et « empêcher une nouvelle Guerre froide ». Un appel à l'apaisement alors que le pays n'est pas étranger à l'origine des tensions, sur des sujets comme Taïwan, la mer de Chine méridionale ou encore l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le pays participe actuellement au sommet des pays de l'Asie du Sud-Est (Asean) avant celui du G20 ce week-end.

Jusqu'à jeudi se tient à Jakarta (Indonésie) le sommet de l'Asean, l'association des nations de l'Asie du Sud-est. Après s'être réunis ce mardi, les dirigeants de ces 10 pays rencontrent ce mercredi leurs homologues américains, chinois, sud-coréens et japonais au cours d'une série de réunions de haut niveau. Avec, en toile de fond, les rivalités entre ces grandes puissances sur les questions de Taïwan, de la mer de Chine méridionale et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Comme l'a indiqué l'Indonésie, les pays de l'Asean ne doivent pas servir d'intermédiaire aux grandes puissances lors de ce rendez-vous. Un appel de non-récupération partagé par la Chine. « Nous cherchons les terrains d'entente tout en laissant de côté les divergences. Nous avons en commun le but de rechercher sans relâche la paix », a déclaré le Premier ministre chinois Li Qiang en ouverture du sommet, se félicitant de la solidité des liens économiques. « Des désaccords et des disputes peuvent surgir entre les pays à cause de malentendus, d'intérêts divergents ou d'interférences externes. Pour maintenir ces différends sous contrôle, ce qui est essentiel à présent est de ne pas choisir un camp, de s'opposer à la confrontation entre blocs, et d'empêcher une nouvelle Guerre froide », a ajouté le dirigeant chinois. La Chine n'est toutefois pas étrangère à ce climat de tension. Elle a récemment publié une nouvelle carte « standard » sur laquelle les zones maritimes qu'elle revendique en mer de Chine chevauchent celles de plusieurs pays de l'Asean. Ce qui a déclenché une



vague de réactions en Asie-Pacifique, de l'Inde, à la Malaisie, en passant par le Vietnam et les Philippines. Un sujet de confrontation que ces pays ne devraient toutefois pas aborder. « Ils ne vont pas menacer leurs relations avec les grandes puissances », estime Aleksius Jemadu, un expert des Affaires internationales à l'Université Pelita Harapan de Jakarta. Les réunions de ce mercredi devraient s'achever par une série de déclarations communes sur une collaboration dans les domaines diplomatique, économique et alimentaire plus étroite entre les grandes puissances et l'Asean, a indiqué à l'AFP un diplomate présent.

18 pays réunis ce jeudi avant un sommet du G20
Les réunions prévues ensuite jeudi devraient couvrir des enjeux géopolitiques majeurs avec 18 pays présents, dont les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde et la Russie. Le Premier ministre chinois y participera, tout comme le Premier ministre japonais Fumio Kishida et le pré-

sident sud-coréen Yoon Suk Yeol. En revanche, le président chinois Xi Jinping sera absent, ainsi que ses homologues américain et russe. Ils seront respectivement remplacés par la vice-présidente-américaine, Kamala Harris, et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Cette table-ronde devrait être la première rencontre de haut niveau entre les États-Unis et la Russie depuis la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Asean à Jakarta en juillet, au cours de laquelle des responsables américains et européens ont condamné à nouveau l'invasion de l'Ukraine. De nombreux dirigeants se retrouveront ensuite samedi et dimanche, cette fois à New Delhi pour un sommet du G20. Si Joe Biden fera là partie des présents, Vladimir Poutine et Xi Jinping brilleront de nouveau par leur absence, compliquant toute chance d'accord sur les problèmes mondiaux cruciaux tels que l'énergie et le climat.

ZONE EURO

Les ventes au détail reculent de 0,2% en juillet

Les ventes au détail dans la zone euro ont baissé en juillet en raison de la baisse de la consommation de carburants, selon des données publiées mercredi par Eurostat, qui précise par ailleurs que les ventes ont augmenté au mois de juin contrairement à ce qui avait été annoncé initialement. Le volume des ventes au détail dans les 20 pays partageant l'euro a baissé de 0,2% en juillet par rapport à juin et de 1% en glissement annuel. Ces chiffres sont à comparer aux prévisions moyennes des économistes interrogés par Reuters, qui tablaient sur une baisse mensuelle de 0,1% et une baisse de 1,2% sur un an. Les chiffres de juin ont été révisés à la hausse, avec désormais une augmentation de 0,2% rapportée en glissement mensuel et une baisse de 1% en glissement annuel, contre des replis de 0,3% et 1,4% annoncés initialement. La consommation est restée atone en raison de la baisse des revenus réels et du fait que les ménages consacrent désormais une part plus importante de leurs revenus pour faire face aux prix élevés de l'énergie et aux remboursements de crédits et d'hypothèques, ce qui érode la demande pour d'autres biens.

ROYAUME-UNI

La panne de contrôle aérien avait «une chance sur 15 millions» de se produire

La panne géante de contrôle aérien qui a perturbé la semaine dernière le retour au Royaume-Uni de dizaines de milliers de voyageurs avait «une chance sur 15 millions» de se produire, a assuré mercredi la NATS, autorité britannique du contrôle aérien. La panne du système de contrôle aérien britannique survenue le 28 septembre a forcé les agents aériens à rentrer manuellement les plans de vols, entraînant de très nombreux retards et annulations en chaîne - près de 2.000 vols avaient été annulés sur deux jours. «Nous avons traité 15 millions de plans de vol via ce système et nous pouvons être absolument certains que nous n'avons jamais vu un tel ensemble de circonstances auparavant», a insisté mardi sur la BBC le directeur général de la NATS Martin Rolfe. Un rapport rendu public mercredi par la NATS précise que le système est tombé en panne car il n'a pas su gérer un plan de vol soumis par une compagnie aérienne, un long courrier qui prévoyait un survol du Royaume-Uni et comportait deux points de passage hors de l'espace aérien britannique portant le même identifiant. Cet «ensemble de circonstances extrêmement rares (...) a conduit à une exception critique par laquelle le système principal et de secours est entré en mode de sécurité», selon un communiqué de la NATS, sans nommer la compagnie à l'origine de ce plan de vol. Conséquence: plusieurs dizaines de milliers, voire plusieurs centaines de milliers de personnes pourraient avoir ainsi vu leur vol annulé, et plusieurs jours ont été nécessaires pour revenir à la normale et ramener tous les voyageurs chez eux. Cette panne a été qualifiée par le ministre des Transports britannique Mark Harper de plus importante depuis près d'une décennie. La NATS a assuré mercredi que des modifications avaient été apportées au système pour empêcher le problème de se reproduire à l'avenir. Le directeur général de l'Association internationale du transport aérien (Iata), Willie Walsh a chiffré la semaine dernière à 100 millions de livres les coûts supplémentaires auxquels les compagnies aériennes auront été confrontées, jugeant cette panne «stupéfiante» et révélatrice de «faiblesses considérables» dans le contrôle aérien outre-Manche.

RUSSIE

La Banque centrale intervient sur le marché pour soutenir le rouble

La Banque centrale russe (BCR) a annoncé mercredi qu'elle va multiplier par dix ses ventes de devises la semaine prochaine, un moyen de soutenir le rouble, très affaibli après 18 mois de sanctions dues à l'assaut contre l'Ukraine. «La Banque de Russie effectuera une vente uniforme de devises sur le marché des changes pour un volume total de 150 milliards de roubles» (1,43 milliard d'euros au taux actuel) entre le 14 et le 22 septembre, a indi-

qué la BCR dans un communiqué. «Ainsi, le volume quotidien de ces opérations s'élèvera à 21,4 milliards de roubles (200 M EUR) durant cette période au lieu de 2,3 milliards de roubles» dernièrement (220.000 EUR), a-t-elle précisé. Selon la BCR, ces opérations sont justifiées d'une part par le remboursement d'euro-obligations le 16 septembre, mais constitue surtout un moyen de «réduire la volatilité du marché des changes», à la suite du dévissage du rouble de début août. À ce

moment-là, il fallait débours 100 roubles pour obtenir un dollar et 109 pour un euro, des taux de change plus observés depuis le tout début de l'intervention militaire russe en Ukraine et la cascade des premières sanctions au premier trimestre 2022 qui avaient touché l'économie russe. Pour stabiliser la monnaie et tenter de juguler la hausse de l'inflation, la BCR avait Russie : la banque centrale va intervenir pour en diguer la chute du rouble le 15 août son taux directeur

de 8,5% à 12%. Mais l'effet n'était que de courte durée: mardi soir, il fallait respectivement presque 97,91 et 104,91 roubles pour acheter un dollar et un euro. Ces dernières semaines, un bras de fer s'est installé entre la BCR, avec à sa tête Elvira Nabioullina, selon qui il ne faut pas intervenir plus dans l'économie nationale au risque de l'affaiblir, et le ministère des Finances, dirigé par Anton Silouanov, partisan d'un contrôle plus fort des mouvements de capitaux dans le pays.

LOTUS ELETRE

Les préceptes maison piétinés par le public ?

Souhaitant répondre aux tendances actuelles, Lotus présente à Munich son 4x4 électrique qui, avec ses 5,10 m de long et ses 2,5 tonnes, balaye de ses gros souliers les préceptes de la marque. Et vu les attroupements qu'il provoque, cela n'a pas l'air de déranger grand monde...

Colin Chapman doit se retourner dans sa tombe à la vue de ce 4x4 badgé Lotus. Car avec 2,5 tonnes sur la balance, l'Eletre est loin du précepte "Light is Right" (ce qui est léger est bon) cher au fondateur de la marque. Pourtant, le public semble captivé par ce pachyderme électrique exposé en vitrine dans les rues de Munich plutôt que dans le hall d'exposition, et oublier totalement l'hérésie qu'il constitue. Et l'Eletre a de quoi susciter l'intérêt. Déjà parce qu'il a une gueule, au moins aussi impressionnante que celle d'un certain Lambor-

ghini Urus qui, lui aussi, a dirigé sa marque vers de nouvelles galaxies, avec toutefois un surpuissant moteur thermique. Ensuite, parce que ce SUV 100 % électrique s'annonce comme l'un des plus aboutis du moment, et un sérieux rival du futur Porsche Cayenne électrique et du Tesla Model X. L'arrière ne manque pas d'allure, mais les larges montants de custodes laissent planer un doute quant à la rétrovision. Doté d'un moteur sur chaque essieu, l'Eletre ne propose pas moins de 603 ch dans sa version de base 450 (pour un 0 à 100 km/h en 4s5), et même 905 ch en version haut de

gamme 675 (2s9 sur le même exercice). Par ailleurs, il dispose d'une batterie maousse de 109 kWh nets, et acceptant du courant continu en 350 kW pour des recharges ultrarapides. Enfin, ses 5,10 m de long garantissent un espace intérieur géant, avec notamment une place aux jambes royale, un coffre arrière de 688 litres dans sa version cinq places (611 litres pour le quatre places doté d'une encombrante sono), et un bac de 46 litres à l'avant pour les câbles de recharge.

Porsche 911 S/T

La plus chère de toutes

La Porsche 911 actuelle propose déjà des versions tournées vers le plaisir de pilotage à l'ancienne. La GT3 Touring, par exemple, qui combine le beau moteur atmosphérique de la GT3 avec un aérodynamisme plus discret et la possibilité d'opter pour une boîte manuelle à six vitesses au lieu de l'excellente transmission PDK. Eh bien la nouvelle 911 S/T reprend cette philosophie, mais avec une préparation mécanique bien plus poussée et une approche presque intégriste. Elle s'équipe en effet de panneaux de carrosserie en carbone et d'un flat-six poussé à 525 chevaux comme sur la GT3 RS, mais sup-

prime les roues arrière directrices car elles sont ici considérées comme un artifice. Cerise sur le gâteau, sa boîte manuelle de série profite d'un embrayage ultra-léger et d'un volant moteur à simple masse, des équipements qui permettent d'afficher une masse à vide de 1 380 kg soit un record de légèreté dans la gamme. Hélas, la 911 S/T établit également un record de prix dans la gamme avec une addition de départ à 308 976€. Produite en série limitée de 1 963 exemplaires pour fêter les 75 ans de Porsche, elle risque de s'arracher sur le marché de la collection et prendra sans doute vite de la valeur.

Pour obtenir un bon de commande, il faudra être chanceux... Elle se méritait, cette 911 S/T au salon de Munich 2023. Elle n'était pas présente lors de la première

journée du salon réservée à la presse, n'apparaissant que le second jour sur l'espace de Porsche installé dans la ville près de ceux de Volkswagen et d'Audi.



Mercedes EQA restylée

Dévoilé il y a tout juste deux ans, le Mercedes EQA passe déjà par la case restyling. Des modifications qui portent sur le plan esthétique mais également mécanique avec une autonomie augmentée. On a beau s'appeler Mercedes et connaître des difficultés à s'affirmer sur le marché de l'électrique. Ainsi, l'EQA est très loin des meilleures ventes du segment, devancé par de très nombreux concurrents. Aujourd'hui et malgré un succès très confidentiel, Mercedes le fait profiter d'un restyling comme c'était le cas de son cousin thermique le GLA. Comme on pouvait s'y attendre les évolutions esthétiques sont relativement discrètes. Elles portent principalement sur la face avant avec l'adoption d'une nouvelle calandre sur fond parsemée d'étoiles comme c'est le cas des EQE et EQS. Les projecteurs sont reliés par un bandeau lumineux comme c'est le cas des feux arrière, qui profitent d'ailleurs d'un nouveau dessin. Dans l'intérieur, les évolutions sont encore plus minces puisqu'elles portent sur l'instrumentation numérique désormais plus grande avec 10,25 pouces. La même taille que l'écran multimédia qui bénéficie de la dernière génération du MBUX avec compatibilité Apple CarPlay et Android Auto sans fil. Ce restyling n'a évidemment aucune répercussion sur les aspects pratiques. Le volume de coffre et l'habitabilité arrière n'évoluent pas. C'est dommage d'ailleurs car les sièges sont relativement fermes tandis que le coffre ne propose que seulement 340 litres.

OPEL CORSA RESTYLÉE

Une identité plus forte !

Seul constructeur du groupe Stellantis à avoir fait le déplacement à Munich, Opel y présente sa Corsa restylée qui s'offre un nouveau faciès, des écrans revus et surtout de nouvelles motorisations qui tenteront de séduire les amateurs d'hybridation légère et de 100 % électrique. Quelque peu éclipsée en France par la Peugeot 208 avec laquelle elle partage sa plateforme, la Corsa de sixième génération apparue en 2019 s'est offert un profond restylage en juillet dernier et se présente dans les rues de Munich qui participent à l'évènement IAA. La citadine s'offre ainsi la nouvelle identité visuelle de la marque, avec notamment des projecteurs qui semblent intégrés à une grande calandre noire laquée. A l'intérieur, les changements sont moins visibles. On retrouve la planche de bord cosuée et toute en rondeur typique du modèle et l'ergonomie basique d'Opel, dans le bon sens du terme, avec notamment une console de clim dotée de bons

vieux boutons. Toujours idéalement placé en biais en direction du conducteur, l'écran multimédia gagne en lisibilité et simplicité dans sa version 10", avec notamment des menus plus intuitifs et davantage de réactivité, même si les temps de calculs peuvent paraître encore longs. Le bloc d'instrumentation, de son côté, se veut assez évolué dans sa version la plus sophistiquée avec de nombreuses possibilités d'affichages, dont notamment une carte de GPS grand format. Hélas, la Corsa déçoit toujours aux places arrière, avec des ouvertures étriquées et un cruel manque d'espace en longueur : rédhibitoire pour ceux dont les enfants, encore petits, disposent de rehausseurs qui leur relèvent les jambes. La Corsa profite de ce restylage pour s'offrir de nouvelles motorisations. Côté thermique, elle recevra des moteurs 1.2 turbo à micro-hybridation 48V dotés de boîtes automatiques double embrayage électriques e-DCT6 et proposant au choix 100

ou 136 ch. Et côté électrique, la Corsa s'offre le nouvel ensemble inauguré par la DS3 E-Tense, à savoir un moteur de 156 ch et une batterie à la capacité légèrement supérieure au précédent modèle, avec 51 kWh utiles. De quoi annoncer une auto-

nomie moyenne d'environ 400 km. Côté tarif, la Corsa restylée débute à 19 200 € en version 1.2 75 ch et réclame 23 500 € avec la motorisation microhybride de 100 ch, la nouvelle version électrique imposant carrément 36 050 €, hors bonus de 6 000 €.



A 25 ANS

Google fait face à des défis sans précédent

Google a tout juste 25 ans. Comme le dit Marilyn Monroe dans « Certains l'aiment chaud » : « C'est un quart de siècle. Cela fait réfléchir. » Car malgré son passé glorieux et son présent très lucratif, l'entreprise dirigée par Sundar Pichai doit faire face à de nombreux défis. Parmi eux, l'essor de l'intelligence artificielle générative, qui pourrait rebattre les cartes dans la tech mondiale.

L'histoire de Google fait partie de la légende de la Silicon Valley. En 1998, deux étudiants de Stanford, Larry Page et Sergey Brin, bricolent un moteur de recherche qui prend en compte le nombre de liens pointant vers une page, afin de repérer les sites Web les plus connus et les plus fiables. Après avoir levé 1 million de dollars, ils créent officiellement Google le 4 septembre 1998 et s'installent dans un garage à Menlo Park. Grâce à un partenariat avec Yahoo en 2000, le moteur de recherche commence son irrésistible ascension et parvient dans les années 2010 par s'imposer comme l'indispensable poste d'aiguillage de notre vie numérique sur les écrans du monde entier. Marque ultime de succès, son nom est devenu synonyme de « faire une recherche en ligne ». Dans un univers de la tech marqué par la disparition de nombreuses stars incapables de s'imposer sur la durée, les deux entrepreneurs ont traversé les tempêtes et bâti un géant dégageant près de 60 milliards de dollars de profits l'année dernière. Et même si l'immense majorité de ses revenus proviennent de la publicité en ligne, Google a investi tous azimuts et lancé régulièrement de nouveaux produits. De l'e-mail aux cartes de Google Maps ou de Waze, des vidéos de YouTube au cloud, des portables aux montres connectées tournant sur Android, l'empire Google ne cesse de s'agrandir. Le groupe « a une longueur d'avance stable dans la recherche, depuis le début du siècle, note Yoram Wurmser, analyste chez Insider Intelligence. Ils n'ont pas été confrontés à des défis majeurs, à part peut-être l'ascension d'Amazon dans la publicité en ligne. » Tout est en train de changer avec l'arrivée de l'IA. « Ils font face à une menace existentielle, qui pourrait transformer leur activité principale, la publicité liée aux résultats de recherche, dit le spécialiste. Mais c'est aussi une opportunité pour eux, parce qu'ils connaissent extrêmement bien l'IA. Leurs équipes de

recherche sont parmi les meilleures. » Reste à lancer des produits à la hauteur des attentes. Dans la recherche, Google a commencé à déployer son chatbot Bard. Mais le géant ne sait pas encore comment monétiser les réponses données par l'IA. Il continue à mettre en avant des liens sponsorisés, juste au-dessous de la boîte de dialogue avec le robot. La liste des défis de Google ne s'arrête pas là. Son activité publicitaire repose sur une masse immense de données : entre les vidéos regardées sur YouTube, les e-mails et les recherches sur Chrome ou Maps, le géant californien connaît sur le bout des doigts les préférences de ses utilisateurs. Ce qui lui permet de vendre ses publicités au prix fort. Il y a deux ans, Apple a voulu faire du respect de la vie privée un argument de vente. Le groupe a demandé aux utilisateurs d'iPhone s'ils acceptaient d'être traqués à des fins de ciblage publicitaire. La plupart ont refusé. Ce changement de politique, couplé à une conjoncture délicate pour la publicité en ligne, a entamé les profits de Google en 2022.

Les régulateurs à l'œuvre

Mais le géant a très vite surmonté la crise. Le marché de la publicité en ligne montre désormais des signes de rebond, dont Google a su profiter. Le groupe californien utilise de plus en plus l'IA pour décrypter les préférences de ses utilisateurs, et pallier le manque de données. Il n'est pas entièrement sorti d'affaires pour autant. En Europe et aux Etats-Unis, les régulateurs ont de plus en plus de mal à accepter la domination sans partage des géants de la tech. Ils les accusent de pratiques anticoncurrentielles, et cherchent à faire respecter les droits des consommateurs. L'incontournable Google est en première ligne. En début d'année, le département de la Justice américain, ainsi que huit Etats, dont la Californie et New York, ont porté plainte contre la principale division du groupe Alphabet. En cause : sa mainmise sur plusieurs maillons de la chaîne de valeur de la publicité sur Inter-

net. Ils envisagent même d'imposer au groupe californien de démanteler cette activité. Le cœur du problème est que Google possède la plateforme sur laquelle se font les enchères entre les annonceurs et les opérateurs qui vendent de l'espace publicitaire sur leurs sites... Sauf qu'il vend aussi sur ce marché, des espaces sur YouTube notamment. En juin, le régulateur européen a également porté plainte à ce sujet. Outre la pression des régulateurs, Google fait face à une concurrence croissante. Dans l'immédiat, c'est sans doute Amazon qui pose la menace la plus pressante. « Ses revenus publicitaires liés à la recherche grandissent à toute allure », pointe Yoram Wurmser. Cette année, ils pourraient frôler les 45 milliards de dollars, selon les estimations d'Insider Intelligence. Si les consommateurs préfèrent se tourner vers Amazon pour chercher leur nouveau barbecue ou leurs baskets, le géant de Mountain View pourrait à terme voir ses profits reculer. Et les plus jeunes font de plus en plus de recherches sur Tik-Tok ou d'autres réseaux sociaux. Cela permet, par exemple, de voir l'intérieur d'un restaurant et le contenu des assiettes beaucoup plus facilement que sur Google. Enfin, Apple pourrait un jour décider de se passer de ses services. Pour l'instant, le groupe de Sundar Pichai paie très cher le privilège d'être le moteur de recherche par défaut sur les iPhone. « La probabilité est plus forte qu'il y a un an, estime Yoram Wurmser, parce qu'Apple va sans doute revoir sa stratégie en ce qui concerne Siri et l'IA générative. Il pourrait décider de s'allier avec une autre entreprise, ou bien de créer leur propre moteur de recherche. »

Agence

POUR FAIRE FACE AUX SITUATIONS D'URGENCE

La communication géolocalisée

Comme de nombreux secteurs, la communication est, elle aussi, au cœur d'une transformation technologique. La communication géolocalisée est ainsi en train d'émerger comme une solution permettant d'échanger de l'information selon l'endroit où l'utilisateur se trouve. Au fil des années, la communication géolocalisée fait son chemin pour faire face à des situations d'urgence. Peut-être avez-vous déjà reçu une alerte vous notifiant qu'un orage violent allait avoir lieu dans votre région ? C'est la solution Fr-Alert qu'a mis en place le gouvernement pour informer toute personne détentrice d'un téléphone portable qu'un danger était imminent.

Cette solution utilise les antennes relais, mais d'autres entreprises ont mis au point de nouvelles façons de communiquer avec des usagers en fonction de leur localisation. C'est le cas de Balcony.io, une start-up américaine, qui donne une toute autre dimension aux flux de données en fonction de la localisation.

« Aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'y a pas eu de révolution dans la communication géolocalisée depuis très longtemps. Pas depuis l'arrivée de Waze pour la circulation, explique David Hammel, fondateur et P.-D.G. de Balcony. Jusqu'à présent, aucune technologie moderne n'a permis aux organisations de communiquer avec des personnes en fonction de l'endroit où elles se trouvent dans le monde ». C'est là où réside l'innovation majeure de l'application : pourvoir s'adresser de manière personnalisée à toutes les personnes présentes dans une zone particulière par exemple un aéroport, un stade, un musée ou même une ville entière.

POUR S'ÉTABLIR SUR LA LUNE

La Darpa lance une étude d'infrastructure révolutionnaire

Pour optimiser les technologies permettant de maintenir une infrastructure lunaire durable et autosuffisante, la Darpa lance le projet LunA-10. Il permettra de combiner des technologies propres à la logistique, l'énergie et les communications. Pour vivre durablement sur la Lune, il est nécessaire de repenser beaucoup de choses, que ce soit au niveau de la technologie ou pour les déplacements. Tout doit être optimisé au maximum et pour y parvenir, en coordination avec la Nasa, la Darpa lance un projet d'infrastructure lunaire intégrée appelée LunA-10. Dix, comme le nombre

d'années qu'elle estime nécessaire pour développer les technologies propres à cette infrastructure lunaire. Alors que de nombreuses entreprises travaillent de façon isolée sur différents éléments de ce type de station, la Darpa souhaite les faire collaborer au sein de l'équivalent d'un consortium afin que tous ces développements soient optimisés et imbriqués. Le projet s'appuie sur trois piliers : la mobilité, l'énergie et les communications. Pour la mobilité, l'idée consiste à optimiser au maximum la logistique et le déplacement des objets et des personnes sur la surface de l'as-

tre sélène, mais aussi en ce qui concerne l'orbite lunaire. Pour ce qui est de l'énergie, pour rendre l'infrastructure totalement autonome, la Darpa cherche des moyens d'intégrer des systèmes de transmission d'énergie sans fil dans d'autres technologies. La production d'énergie par fission nucléaire n'est en revanche pas envisagée.

À la recherche de l'autosuffisance

La Darpa souligne également que ce projet n'a absolument pas de vocation militaire. Enfin, la technologie de communication devra aussi bien gérer les communications sur la surface

lunaire, l'orbite et également depuis et vers la Terre. Cette imbrication de technologies devra pouvoir permettre de gérer à la fois la construction, l'exploitation minière, la médecine, les sciences, les systèmes de communication et bien d'autres domaines. L'objectif final consiste à rendre cette base lunaire totalement autosuffisante, que ce soit technologiquement ou économiquement. La Darpa demande aux entreprises des résumés de trois pages à échéance du 6 septembre prochain, pour sélectionner celles qui vont pouvoir rédiger des livres blancs et des présentations techniques.

MDN : destruction de 7 casemates en une semaine

Sept (07) casemates pour terroristes ont été découvertes et détruites par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdes, alors que 3 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été appréhendés dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la période du 30 août au 5 septembre 2023, indique mercredi un bilan opérationnel du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 30 août au 5 septembre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 7 septembre 2023 http:www.lesenjeuxeco.dz



ALLEMAGNE

Les commandes industrielles replongent en juillet

Les commandes à l'industrie allemande sont nettement reparties en baisse en juillet, après un mois de juin gonflé par un très gros contrat dans l'aéronautique, soulignant le marasme actuel dans la première économie européenne. Cet indicateur clef pour le secteur manufacturier, pilier de l'économie allemande, a reculé de 11,7% sur un mois, après un bond de 7,6% en juin, corrigé en hausse, selon les chiffres publiés mercredi par l'institut national des statistiques Destatis. Les analystes sondés par Factset tablaient sur un recul plus modéré de 3,5% sur un mois. La forte baisse des nouvelles commandes en juillet 2023 est due en grande partie à une très importante commande dans l'aéronautique en juin 2023, explique Destatis, sans en préciser le montant. Le repli constaté s'avère plus élevé qu'en mars (-10,9%), qui marquait la plus forte baisse mensuelle depuis le pic de la pandémie de Covid-19 en avril 2020. L'industrie allemande souffre des prix élevés dans l'énergie et de la hausse des taux d'intérêts provoquant une baisse de la demande. L'ancienne locomotive de l'UE devrait être d'ailleurs être le seul grand pays industriel à connaître une récession en 2023, selon le FMI. En comparant la période mai à juillet, par rapport aux trois mois précédents, les commandes industrielles progressent certes de 3,1%, selon Destatis.

RUSSIE

Le tracé du gazoduc Russie-Chine bientôt finalisé

Le tracé du gazoduc Force de Sibérie 2, censé faire transiter à terme 50 milliards de mètres de cubes de gaz de la Russie vers la Chine, sera bientôt finalisé pour sa partie russe, a annoncé mercredi le vice-Premier ministre en charge de l'Energie. "Il est dans sa phase finale", a indiqué Alexandre Novak dans un entretien à la revue russe Energy Policy. Selon lui, ce gazoduc, pour lequel Moscou espère la signature du contrat avec Pékin avant la fin de l'année, de-

vrait ainsi passer près de la ville d'Atchinsk, dans le sud de la Sibérie, puis Krasnoïarsk, Irkoutsk, ensuite au sud du lac Baïkal, avant d'atteindre Naouchki, à la frontière avec la Mongolie. Sur le sol russe, "un projet de construction d'une branche du gazoduc allant de (ce) village à Oulan-Oudé, puis à Tchita (plus à l'est, ndlr), d'une longueur totale de 700 kilomètres, est à l'étude", a-t-il également indiqué. En mars, Vladimir Poutine, aux

côtés de Xi Jinping à Moscou, avait affirmé que "tous les accords ont été conclus" entre la Russie et la Chine pour ce méga-projet de plusieurs milliers de kilomètres de long. Actuellement, la Russie exporte son gaz naturel depuis la Sibérie vers le nord-est de la Chine via le gazoduc Force de Sibérie 1, et ambitionne d'ici 2030 de livrer chaque année à la Chine 98 milliards de m3 de gaz et 100 millions de tonnes de GNL.

ETATS-UNIS

Le canadien Enbridge rachète trois entreprises gazières

Le géant canadien des pipelines Enbridge a annoncé mardi qu'il achète trois entreprises de services publics à la société américaine Dominion Energy dans le cadre d'un accord de 14 milliards de dollars pour devenir le plus grand fournisseur de gaz naturel d'Amérique du Nord. Enbridge, qui exploite le plus long réseau de pipelines de pétrole au monde, a affirmé qu'elle doublerait ses activités de distribution de gaz grâce à ces acquisitions. L'accord souligne l'importance que les producteurs accordent au gaz naturel,

alors même que les pays s'efforcent de réduire leur dépendance aux combustibles fossiles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les défenseurs de cette solution soutiennent que le gaz naturel est moins polluant et meilleur pour l'environnement que le charbon, tandis que les critiques soulignent sa production de méthane. Enbridge, qui se présente comme un "leader dans la transition du Canada vers les énergies renouvelables", a qualifié l'accord de mardi d'"opportunité unique".

"Aujourd'hui et à long terme, le gaz naturel restera essentiel pour atteindre les objectifs de sécurité énergétique, d'abordabilité et de durabilité de l'Amérique du Nord", a déclaré Greg Ebel, PDG d'Enbridge, dans un communiqué. Enbridge achète East Ohio Gas, Questar Gas Co et Public Service Co of North Carolina pour 9,4 milliards de dollars en espèces, plus 4,6 milliards de dollars de reprise de dette. Les trois entreprises ont des clients dans l'Ohio, l'Utah, le Wyoming et la Caroline du Nord.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Les dix Méga-Crises qui menacent l'économie mondiale selon l'économiste N. Roubini

Le célèbre économiste Nouriel Roubini, qui fut le seul à clamer, contre l'opinion générale du monde de la finance, l'imminence de la crise des subprimes de 2008, soutient dans son dernier livre (Méga menaces : dix dangers qui mettent en péril notre avenir, et comment leur survivre. 2023), que nous nous dirigeons vers la pire catastrophe économique depuis la Seconde Guerre Mondiale, à moins dit-il que nous n'anticipions et n'agissons pour nous défendre contre ces dix menaces à court et moyen terme.

(1ère Partie)

Le professeur Roubini présente ces Méga-Menaces et insiste surtout sur leur chevauchement qui les renforcent mutuellement et créent une nouvelle inter-connectivité. En effet, dit-il, « Il y a des liens entre l'accumulation des dettes et le piège de l'endettement, l'argent facile et les crises financières, l'intelligence artificielle (IA) et l'automatisation sur le lieu de travail, la démondialisation, les affrontements géopolitiques entre grandes puissances, l'inflation et la stagflation, les effondrements de devises, l'inégalité des revenus et le populisme, les pandémies mondiales et le changement climatique. Certaines, comme les menaces géopolitiques, peuvent mener à des guerres froides qui peuvent évoluer en guerres « chaudes » finalement destructrices. Ces crises seront aggravées par le changement climatique, l'effondrement démographique, les politiques

nationalistes qui brident le commerce international et limitent l'immigration, la concurrence mondiale entre la Chine et les États-Unis et leurs alliés, et une révolution technologique qui supprimera ou transformera plus d'emplois que toutes celles qui l'ont précédée, et en moins de temps. Il place l'endettement des Etats (dette interne ou externe) en tête des risques. Les pays qui s'endettent massivement (l'auteur considère que l'endettement est assimilé à l'argent facile, surtout lorsqu'il s'agit de la création monétaire pour financer des déficits budgétaires) ne se sont jamais relevés, malgré leur potentiel économique de croissance (Argentine, Grèce, Turquie, Egypte...). Une dette qui ne produit pas à court terme une croissance soutenue sur longue période conduit fatalement à une inflation, l'autre Méga-Menace. Dette et inflation ouvre grand le couloir à la récession. Le vieillissement de la population, le recul de la natalité et l'augmentation de l'espérance de vie créent des déséquilibres structurels dans beaucoup de pays avancés ; mais il se généralise à d'autres pays. Le financement de la protection sociale des actifs, les pensions de retraites à verser aux retraités ne sont en équilibre dans aucun pays. Il y a moins de cotisants par retraité. On est passé dans de 5 cotisants pour un retraité, dans les années 60, à un peu plus de 2 aujourd'hui. Le manque de main d'œuvre dans certaines économies est compensé par les robots plutôt que par des travailleurs immigrants (Japon). Une bombe à retardement

prévient Roubini : « Ainsi, les passifs non financés découlant du vieillissement de la population et d'un système de protection sociale par répartition pour les personnes âgées (retraite, soins médicaux, prestations d'invalidité et autres services) sont énormes et explosent au fil du temps, en particulier dans les économies avancées, mais maintenant aussi dans certains pays émergents vieillissants. Selon une estimation, les passifs des retraites servies par l'État, non financés ou sous-financés, dans les vingt premières économies membres de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) se montent à environ 78 000 milliards de dollars ; il s'agit d'une estimation uniquement pour les pensions, sans tenir compte des soins de santé ou de l'invalidité. De toute évidence, la dette implicite est une bombe à retardement majeure et une grave Méga-Menace. » Et d'ajouter : « Et, de fait, si la croissance était robuste et les emplois abondants, l'immigration pourrait en partie résoudre le problème du vieillissement qui assaille les économies avancées. Davantage de travailleurs salariés pourraient cotiser à la Sécurité sociale et à la couverture des soins de santé. Un nombre accru de consommateurs alimenterait la demande, stimulant la croissance des revenus qui allège le fardeau de la dette actuelle et implicite. » Suite jeudi prochain dans une nouvelle chronique.